



Hebdomadaire de la Fédération anarchiste, adhérente à l'Internationale des Fédérations anarchistes

www.monde-libertaire.fr

ISSN 0026-9433

2€

« Devant l'évidence de la catastrophe, il y a ceux qui s'indignent et ceux qui prennent acte, ceux qui dénoncent et ceux qui s'organisent. » Comité invisible



MARDI

17 FÉVRIER 2015

TOUS À

ROUEN

POUR BLOQUER LA VILLE

Soutien aux ouvriers du Livre et aux dockers

article p. 3



À la CGT, la crise est en passe d'être terminée. L'ancien secrétaire général Thierry Lepaon a donc fini par prendre la porte (pas trop tôt), remplacé par le n° 1 de la Fédération de la métallurgie, Philippe Martinez. Le bougre aux belles bacchantes est un vieux bourlingueur du syndicalisme, désireux de remettre la CGT sur les rails de la lutte des classes, rompant avec la stratégie de négociation et de cogestion empruntée depuis quelques années par les directions précédentes. Bonne nouvelle ? Sur le plan de la combativité, oui, si toutefois ces appels à la radicalisation ne sont pas de simples postures destinées à séduire une base quelque peu remuante ces derniers mois. Mais pas tant que ça si on considère les liens du nouveau secrétaire général avec le Parti communiste, liens qui appellent à un nouveau rapprochement entre la centrale syndicale et le landerneau qui siège au Colonel-Fabien. À croire que dans la CGT on ne peut décidément pas se faire plus radical sans renouer avec la vieille tradition nauséabonde des liens structurels entre les communistes autoritaires (qui restent des ennemis objectif de l'émancipation prolétarienne) et l'organisation de classe. À moins que les anarchistes qui luttent dans cette CGT en crise se coordonnent enfin pour proposer une alternative, celle d'une lutte des classes s'exprimant dans le cadre libertaire de l'autonomie ouvrière.

Actualité

D'un conflit à l'autre, par J.-P. Levaray, page 3

Éducation, sortons du rang, par Fred, page 4

Défendre le droit à l'IVG, par E. Claude, page 5

Météo syndicale, par F. Kater, page 6

François Salsou, par Édition du *Monde libertaire*, page 7

Macron : le grand bond en arrière, par B. Perret, page 8

Arguments

Délit de blasphème à Cuba, par D. Pinós, page 10

Podemos, pour quoi faire ? par R. Pino, page 12

La folie très raisonnable d'un Bavarois, par A. Bernard, page 14

La nécessité de combattre l'islam politique, par N. Teyf, page 16

Le mouvement

Femmes libres en chansons, par Femmes libres, page 20

Lire Caliban et la sorcière, par E. Claude, page 22

Illustrations

Krokaga, Valère

Tarifs

(hors-série inclus)

3 mois, 12 n^{os} hebdo, 1 n^o hors série

6 mois, 18 n^{os} hebdo, 2/3 n^{os} hors série

1 an, 35 n^{os} hebdo, 5/6 n^{os} hors série

France et étranger

○ 25 €

○ 50 €

○ 75 €

Règlement à l'ordre des Publications libertaires, à joindre au bulletin à renvoyer à :

Publications libertaires, 145, rue Amelot, 75011 Paris, 01 48 05 34 08

Nom _____ Prénom _____

Adresse _____

Code postal _____ Ville _____

Bulletin d'abonnement

Abonnement de soutien

1 an ○ 95 €

Pour les chômeurs, les étudiants et les bénéficiaires du RSA, abonnement annuel à 53 euros. Gratuit pour les détenus. Les chèques tirés sur des banques hors France subissant une taxe exorbitante (plus de 15 euros), nous vous demandons d'effectuer vos paiements par virement bancaire international (IBAN: FR76 4255 9000 0621 0076 4820 363). (BIC: CCOPFRPPXXX) Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière feuille de routage.

D'un conflit à l'autre

Papeterie Chapelle Darblay

OUI, JE SAIS, l'époque n'est pas trop à évoquer les conflits sociaux. Après ces semaines de pseudo-unité nationale, après les péripéties des bureaucrates de la CGT, après les applications sans réelles contestations de la politique du Medef par lois Macron interposées, le social n'a pas le vent en poupe et semble passé de mode.

Faut dire que les salariés semblent avoir oublié le chemin des luttes, grèves et manifestations et qu'on voit plus souvent, les petits patrons et les professions libérales dans les rues. Les salariés font le dos rond en souhaitant que les coups tombent à côté. Et ce ne sont pas les quelques appels foireux à des journées d'action perdues d'avance qui les motiveront.

Alors, parler de boîtes en lutte c'est un peu aller à contre-courant, mais c'est surtout montrer que rien n'est perdu.

Ça se passe à Grand-Couronne, banlieue industrielle rouennaise, juste en face de l'ancienne raffinerie Petroplus. En novembre dernier, les salariés de la papeterie UPM (que tout le monde, dans la région continue d'appeler Chapelle Darblay) ont appris lors d'un CCE extraordinaire que leur entreprise restructurerait ses sites européens et que 196 emplois (sur 380) sauteraient des effectifs de l'usine. Cette papeterie fournit une grande partie du papier journal utilisé par les quotidiens régionaux et nationaux.

La réaction ne s'est pas fait attendre : grèves, assemblées générales, occupations de péages, interventions musclées lors de la réunion du conseil régional, occupation du siège parisien, étalage de tonnes de papier dans les rues rouennaises, etc.

Le 28 janvier dernier, prétextant les négociations annuelles obligatoires, les papetiers se sont mis de nouveau en grève. Les cadres dirigeants refusant de négocier, les portes de l'usine ont été bloquées, des rouleaux de papier servant de barricades et empêchant les flics de rentrer et la direction de sortir. Cette dernière a d'ailleurs été gardée toute la nuit. À 7 heures du matin, les négociations aboutissaient à des primes conséquentes, même si ce n'est jamais à la hauteur des désirs et des enjeux.

D'autres actions sont en préparation, jusqu'à l'application effective du plan de restructuration en avril.

Les salariés de la papeterie Chapelle Darblay sont très motivés et semblent déterminés. Outre la question du salaire et des moyens pour vivre, leur motivation est liée à plusieurs facteurs. Le premier, c'est qu'ils ont participé au long conflit de Petroplus : ils n'ont pas envie de tomber dans les travers médiatiques et politiques dans lesquels les raffineurs (et la CGT) s'étaient enfermés. Le second, c'est que la papeterie à une



longue histoire de luttes. Même si ceux qui y travaillent aujourd'hui n'ont pas connu cette époque, la Chapelle Darblay a secoué l'histoire sociale de la région rouennaise il y a plus de trente ans. Même *Le Monde libertaire*, à l'époque, s'en était fait largement l'écho.

Les paies étant bloquées, le Crédit lyonnais fut pris d'assaut par les grévistes de la papeterie.

En 1983, suite à une reprise du groupe par la firme hollandaise Parenco, la papeterie devait fermer ses portes, avec la bénédiction de Laurent Fabius, député local et alors Premier ministre de Mitterrand.

Cette année-là, l'été fut très chaud et très mouvementé. Fin août, dès l'annonce des suppressions d'emplois, l'usine fut occupée et le conflit dura trois mois. Un élan de solidarité incroyable se fit dans la région. Les salariés continuèrent à faire tourner les machines pour livrer un papier « 100 % made in ouvrier » que des journaux comme *Le Monde*, *L'Humanité*, *France-Soir* et d'autres achetèrent en soutien, permettant de constituer une caisse de grève. Cela donna aussi lieu à des actions de réappropriation de kaolin pour blanchir la pâte à papier ; de détournements de camions et de barges de fuel pour faire tourner les machines ; les paies étant bloquées, le Crédit lyonnais fut pris d'assaut ; sans compter toutes les manifestations, opérations ville morte, etc.

Le 17 octobre, un commando cagoulé s'attaqua directement au piquet de grève et le gouvernement socialiste fit intervenir les flics pour que les patrons reprennent le contrôle de la papeterie. Ce furent les jaunes qui firent tourner les machines avec les CRS pour les protéger.

La 5 décembre, la reprise du travail fut votée. Fabius avait plié et les 985 emplois étaient sauvés.

Depuis, la papeterie s'est quand même restructurée, mais en mode « pas de vague », en organisant des plans de départs en préretraite, par exemple. La papeterie n'utilise plus de bois pour fabriquer le papier, mais emploie à 100 % le papier recyclé de toute la région Nord et Ouest. Cette fois, le patron, prétextant la concurrence du numérique, veut ne garder que la fabrication du papier journal et se défaire du papier couché pour les magazines, ce qui ne représente que 30 % de la fabrication de la papeterie.

Les grévistes proposent de changer la fabrication et de produire du papier kraft à la place (ce papier ayant le vent en poupe avec le développement du commerce via Internet), ou la préemption de leur usine par la région.

Voilà où on en est. Des assemblées générales continuent à se tenir, la recherche de moyens d'action plus efficaces étant à l'ordre du jour. Le 17 février prochain, avec le soutien de l'UD CGT, des syndiqués du Livre et des dockers il est prévu de bloquer Rouen. À suivre, donc.

Jean-Pierre Levaray

Éducation, sortons du rang !

FAIBLE MOBILISATION du monde de l'éducation en ce début d'année. Il faut dire que l'appel à la grève de la FSU, principale organisation syndicale, a été très discret. Les raisons de manifester ne manquent pas cependant : conditions de travail, formation, salaires. Malgré les promesses de campagne, le compte est loin d'y être.

Et si l'école est revenue sur le devant de la scène dernièrement, c'est suite aux attentats contre *Charlie Hebdo*, pour pointer le « manque de civisme » de certains élèves, la « cassure » entre la république, ses prétendues valeurs et les jeunes. Ce discours s'accompagnant de la nostalgie du service militaire qui « cimentait » la nation derrière son drapeau et son hymne guerrier et revanchard.

L'école n'est pas la caserne

Contrairement à ce qui a été dit, les enseignants travaillent tous les jours autour des notions de respect et de différence. Ils et elles sont dans une attitude de bienveillance avec leurs élèves. Bien sûr, on trouvera toujours des cas limites, mais c'est plutôt le système éducatif en tant qu'institution inégalitaire, violente et hiérarchisée qui met en difficulté les personnels, les élèves et les parents.

Les plans Vigipirate transforment les écoles en camps retranchés. Les aménagements des collèges et lycées se font souvent sur la base de nouvelles grilles sécurisées, de vidéo-surveillance, etc.

L'armée uniformise les gens, les embri-gade. Certains voudraient remettre l'uniforme en classe et former les élèves à être de bons citoyens : voter, obéir aux lois.

Ainsi, on réinstalle l'enseignement moral et civique. Cela se traduit très souvent par l'apprentissage de *La Marseillaise*, des institutions de la V^e République, des droits et du respect de la loi. Ces mots sont dans le projet du Conseil supérieur de l'éducation – on retrouve aussi les principes d'autonomie, mais aussi de discipline, de coexistence des libertés, de communauté des citoyens –, mais on parle aussi d'« une école à la fois exigeante et bienveillante qui favorise l'estime de soi et la confiance en soi des élèves, conditions indispensables à la formation globale de leur personnalité. Cet enseignement requiert de l'enseignant une attitude à la fois compréhensive et ferme. À l'écoute de chacun, il encourage l'autonomie et l'esprit de coopération. Il veille à éviter toute discrimination et toute dévalorisation entre élèves ». C'est beau, mais que dire alors d'une société qui, elle, fonctionne sur les discriminations, sur la compétition, l'aliénation ? Peut-elle promouvoir, à travers son école, des valeurs qui lui semblent étrangères en tous points. L'école serait-elle un îlot de paix dans un univers de violence sociale ?

Certes, à l'école, il s'agit d'enfants qui n'ont pas à subir les violences de la société, la violence des rapports sociaux, de l'exploitation, de



la discrimination. Pourtant, les élèves et leurs parents vivent tous les jours dans cette société inégalitaire. Malheureusement, la misère, les problèmes, le racisme ne s'arrêtent pas à la porte des écoles.

Dans ce registre, les appels à « sanctuariser » l'école peuvent nous alerter, en tous cas nous interroger.

L'école n'est pas l'église

Suite aux attentats contre *Charlie Hebdo*, les meurtres des caricaturistes et des clients de l'épicerie casher, le gouvernement a estimé qu'il fallait renforcer la laïcité, c'est-à-dire introduire l'enseignement du fait religieux. Drôle de conception de la laïcité.

Il y a eu la mise en place d'une charte de la laïcité, affichée dans les écoles, dont on peut interroger les effets.

Dans les écoles, il y a déjà l'enseignement de l'histoire des religions. L'idée générale serait qu'il faut connaître les différentes religions pour les respecter. Si on peut s'entendre sur cette notion d'histoire des religions – en s'interrogeant quand même sur le fait que l'on traite de l'islam au début du collège, histoire de calmer les jeunes d'origine étrangère en leur renvoyant des principes auxquels ils devraient être soumis et les enfermant ainsi dans une « identité culturelle » fantasmée – nous faisons une claire différence avec l'enseignement du fait religieux. Va-t-on assister à des cours de religion ? Quelles sont les personnes qui vont intervenir ? Les enseignants ? Quelle est leur connaissance des religions, des débats et des clivages qui les traversent ? Ou alors va-t-on se satisfaire d'une conception partielle, partielle, pleine de préjugés où chaque élève sera enfermé dans une catégorie religieuse suppo-

sée ? Que vont dire nos collègues aux réfugiés irakiens chrétiens ? Comment seront-ils perçus par celles et ceux qui ont des grilles de lecture racistes et pour qui un « Arabe » (notion à géométrie variable) est forcément musulman ? Qui donnera l'opportunité aux enfants, aux jeunes, aux adultes de ne pas être définis par une appartenance religieuse, voire de s'en émanciper ?

Il faudrait, au contraire, reprendre l'histoire des idées rationalistes, démonter les mécanismes des guerres de religions, la barbarie des inquisitions, des colonisations et le racisme qu'elles véhiculent.

L'école est dans la société et fait société

L'école n'est pas un lieu fermé, dans lequel les contradictions et les violences sociales n'entre-raient pas. Même si on met des barrières, des grilles, des caméras, des vigiles, etc. Les élèves viennent à l'école avec leurs problèmes, les problèmes de leurs parents, de leurs amis, de leurs voisins, avec les informations télévisées ou sur Internet, etc.

Faire de l'école un lieu serein où ses problèmes peuvent être mis entre parenthèses ou discutés, mis à distance, cela est un vrai enjeu de société, mais cela nécessite aussi d'arrêter de mettre la pression sur les enseignants, sur les élèves et leurs parents. Cela nécessite aussi que l'environnement social soit en résonance. L'éducation des enfants se fait par les parents, les associations diverses, les rencontres, les camarades et l'école. Il y a donc à créer des espaces de rencontres et de discussion pour toutes ces personnes.

L'école ne peut pas fonctionner en vase clos. Afin de changer les choses, il faut aussi parler et pratiquer ce que l'on pourrait appeler la « démocratie scolaire ». En finir avec les chefs, petits et grands, qui se transforment en gestionnaires, managers. Avoir des espaces de discussion, de débats au sein des classes et des établissements.

De ce point de vue, les enseignants qui ne laissent jamais de place au débat, donc chez qui les élèves n'ont pas l'habitude de la prise de parole, du respect de la parole d'autrui, de la circulation de la parole, ont dû avoir des « surprises », se sentir mal à l'aise, ne sachant que faire, que répondre lorsqu'il s'est agi de parler des attentats. De là l'incompréhension, les conflits éventuels ou le silence.

Il pourrait s'agir, selon le projet du Conseil supérieur de l'éducation, de leur donner « le goût du dialogue et de la confrontation des idées, le développement de l'esprit critique, l'intérêt porté à la recherche de la vérité ».

Fred

Groupe Proudhon
de la Fédération anarchiste

Défendre le droit à l'IVG



LORS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE du 18 novembre dernier portant sur un vœu pour la sauvegarde de la maternité des Lilas, M. Jimmy Parat, en qualité de vice-président de la communauté d'agglomération Est-Ensemble, élu de la majorité municipale de Bagnoleet sous l'étiquette Dynamique citoyenne, a qualifié l'avortement « d'acte barbare », ajoutant : « Il s'agit d'un acte que j'assimile à des meurtres ! L'IVG est un accompagnement à la mort. Je veux un accompagnement à la vie. » Ces propos reprennent les arguments de l'extrême droite et des pires commandos anti-avortement.

Aussitôt, des militantes ont constitué un collectif Femmes en lutte de Bagnoleet et organisé diverses actions pour protester contre ces propos inadmissibles de la part d'un élu.

Le président de la communauté d'agglomération Est-Ensemble, Gérard Cosme, maire du Pré-Saint-Gervais, a pris ses responsabilités en ôtant à M. Jimmy Parat sa délégation de vice-président. Ce dernier a finalement démissionné de cette fonction, le 3 décembre 2014. Mais il reste, à Bagnoleet, investi de délégations qui lui permettent de s'exprimer au nom de la municipalité.

Ni la mise en scène d'un retrait temporaire ni les excuses de circonstances exprimées en son nom par ses collègues du conseil municipal ne sont de nature à faire taire des citoyennes et des citoyens ulcérés par cette mise en cause d'un droit fondamental, inscrit comme tel dans les lois de la République. Pire, les discours tenus, en par-

ticulier celui de l'élue déléguée aux droits des femmes, tendaient à faire passer les scandaleux propos de Jimmy Parat, réitérés à maintes reprises sur la place publique, pour un simple « incident », une « erreur que n'importe qui aurait pu commettre ». Quant au maire de Bagnoleet, qui a chargé des femmes de sa majorité de défendre l'indéfendable, il continue de banaliser cette affaire, qu'il affirme vouloir, selon ses proches, « laisser pourrir ».

Lors du conseil municipal du 6 janvier, ce sont plus de 300 citoyennes et citoyens qui ont manifesté pour demander au maire de la ville de retirer ses délégations à l'élue anti-IVG Jimmy Parat. Hélas, le maire (PS) de Bagnoleet, Tony Di Martino, s'est refusé à sanctionner ces propos. Parmi les militantes, des paroles fortes se sont exprimées : celles de la gynécologue Joëlle Brunerie-Kaufmann, celles de Maya Surduts, porte-parole de la Coordination des associations pour le droit à l'avortement et la contraception, celles de Geneviève Couraud, présidente d'Élues contre les violences faites aux femmes, celles des représentantes du Planning familial et de médecins engagés pour le droit à l'IVG et dans l'enceinte du conseil municipal, celle d'Emmanuelle Labeau, pour Femmes solidaires.

Une pétition circule : « M. Parat, mon ventre m'appartient ! », retranscrite ci-contre.

Élisabeth Claude
Groupe Pierre-Besnard
de la Fédération anarchiste

PÉTITION

Nous ne sommes ni des « barbares », ni des « meurtrières ». Comme les « 343 femmes ayant déclaré publiquement avoir avorté » en 1971, alors que cet acte était illégal, nous revendiquons : « Notre ventre nous appartient. Nous ferons un enfant si nous en avons envie. Nulle pression morale, nulle institution, nul impératif économique ne peut nous y contraindre. »

Nous réaffirmons notre attachement viscéral à ce droit fondamental au libre choix, conquis au terme d'une longue et difficile lutte de nos aînées. Nous attendons des élus, qui plus est de gauche, qu'ils défendent la loi Veil et se battent pour créer les conditions d'un exercice effectif du droit à l'IVG, aujourd'hui mis en cause par les politiques d'austérité frappant tous les secteurs du service public de la santé.

Nous exigeons du maire socialiste de Bagnoleet, M. Tony Di Martino, qu'il condamne dans les termes les plus clairs et les plus fermes les propos inadmissibles d'un élu de sa majorité municipale. Dans ces graves circonstances, nous réaffirmons notre détermination à défendre le droit à l'IVG, et à nous faire entendre à l'occasion de chacun des conseils municipaux qui se tiendront à Bagnoleet, tant que l'élue anti-IVG Jimmy Parat y siégera.

Les signatures sont à envoyer à
femmesenluttebagnoleet@gmail.com

CHRONIQUES DE LA GUERRE SOCIALE

Tout va très bien Madame la marquise

Selon *Le Figaro*, il souffle un vent léger d'optimisme en Bourse. À Paris, le CAC 40 a «grignoté» 0,51 %. Londres gagne 0,49 % et Francfort 1,25 %. À Wall Street, de l'autre côté de l'Atlantique, Down Jones et Nasdaq s'envolent... Et vous, ça va ? Parce que moi, mes revenus sont loin de s'envoler, ils auraient même tendance à piquer du nez. Mais patience, Manuel Valls nous l'a promis, juré : dans deux ou trois ans, ça ira mieux. Après la prochaine présidentielle ?

Stupeur et tremblements

Toujours d'après *Le Figaro*, le choix de Philippe Martinez annonce une CGT «plus dure, tendance lutte de classes» avec un bureau ne comportant aucun «réformiste». Alors, le grand soir ? Demain ou après-demain au plus tard ? Pas encore. *Le Figaro* nous rassure en prévoyant que «la CGT mettra plusieurs mois à se remettre en ordre de marche». Ouf ! On a eu peur ; on pensait que la révolution était déjà à nos portes.

CGT encore

C'est peut-être pas encore la révolution, mais la CGT se retrouve souvent en première ligne pour dénoncer les inégalités les plus criantes de cette société exploiteuse. Comme à Sisteron où les salariés de Sanofi (un des plus grands groupes pharmaceutiques au monde) sont en grève pour obtenir une augmentation de 120 euros de leur prime de poste. Hors de question pour la direction, qui annonce dans le même temps qu'il n'y aura aucune augmentation, sauf pour les actionnaires (+ 6 à + 8 % de bénéfice net par action). Soyez modernes, ne travaillez jamais, devenez plutôt actionnaires !

CGT toujours

Philippe Martinez, nouveau secrétaire général de la CGT, a précisé les futurs grands axes stratégiques de sa centrale : faire converger les luttes des différentes branches d'activité (il serait temps), rechercher l'unité syndicale la plus large possible, notamment grâce à une journée d'action prévue au printemps (ça suffira ?), reconsidérer la stratégie des négociations collectives rythmées par les desideratas du Medef (qui décide des textes de base, des pauses et des reprises de négociations...), et pour finir, Martinez

Météo syndicale



ARMISTICE sur le plan social ? Après la déferlante de l'union sacrée (endormie histoire de faire la jonction avec le souvenir des «potes») la sortie du conflit interne de la CGT «par le haut» et l'annonce par le nouveau lider maximo, Philippe Martinez, d'une action nationale début mars, quoi de neuf ?

Pour Force ouvrière, c'est le temps d'un congrès qui se veut conquérant et fédérateur, farouchement opposé à la politique du gouvernement. Retour aux fondamentaux, comme : «Par le dialogue avec les salariés. L'objectif est de mettre sur pied des mouvements sociaux d'une ampleur telle que le gouvernement recule. Il faut impérativement construire un rapport de forces, mais il ne suffit pas de claquer des doigts pour l'imposer. Un salarié est d'abord confronté à des angoisses quotidiennes très concrètes : il se demande si sa boîte va avoir des difficultés, s'il va être licencié, comment il retrouvera du boulot ensuite, etc. Malgré tout, nous devons tenter de construire des actions communes, ce qui implique de se parler entre organisations syndicales.» Le ton est donné, ou est-ce une déclaration d'intention ? L'élan unitaire du 26 janvier était-il annonciateur d'un printemps syndical à venir ou une attitude «histoire de»¹ ?

Ce n'est pas la conférence de presse de François Hollande qui pourrait entraver la voie vers un front syndical, le joyeux luron (sic !) gardant le cap de la logique d'austérité.

Y aurait-il un soupçon de frilosité dans les états-majors syndicaux ? Ou faut-il, encore une fois, trouver l'explication dans l'élaboration de savants melting-pots qui mêlent habilement tout dans un front républicain ?

Ainsi face aux méfaits annoncés du projet Macron, circule une déclaration : «Ce projet de loi, en débat au Parlement, est guidé par une logique de dérégulation généralisée qui n'a comme objectif que le maintien des profits aux dépens des salaires, des pensions, seuls moyens de vivre pour la majorité de la population et au détriment de la protection sociale. Plus d'égalité, plus de fraternité, c'est ce que nous voulons, c'est le contraire de la loi Macron.» Certes, mais à part de marchepieds pour des fonctions de pouvoir quid de la présence syndicale ? Le texte est signé de personnalités de gauche, de responsables syndicaux... air connu qui ne nous convainc pas ! Le mouvement social n'a rien à gagner à suivre les chemins électoraux, à part de nouvelles désillusions.

Fritz Kater
Faud Paris Est

1. Lectrices et lecteurs attentifs auront, bien sûr, noté l'absence fracassante de la CFDT dans les médias. Les transports routiers auraient-ils été une sorte de chant du cygne ?

« François Salsou »

annonce une préparation «exceptionnelle» du prochain congrès (2016). Pour cela, la direction confédérale proposera dans les prochaines semaines des modalités «extraordinaires». Exceptionnel, extraordinaire... Ça va swinguer à Montreuil!

Le 36 ne répond plus

Mieux qu'un polar à la TV: la réalité dans toute sa crudité. Bernard Petit, directeur de la police judiciaire (chef du «fameux» 3, quai des Orfèvres), s'est retrouvé en garde à vue, pour violation du secret de l'instruction. Il avait transmis des informations à propos d'une enquête de trafic d'influence où apparaissait le nom de Christian Prouteau, ancien préfet, ex-fondateur et chef du GIGN, vous savez, celui de la cellule spéciale de l'Élysée chargé de la protection de Mitterrand, celui de «l'affaire des Irlandais de Vincennes», affaire montée de toute pièce pour se faire mousser. On entend souvent dire: «J'ai confiance dans la justice de mon pays.» La justice je ne sais pas, mais pour ce qui est de la police, j'ai de gros doutes.

Premier ministre polyglotte

«Huanying lai Faquo» (bienvenue en France), ainsi parlait en mandarin notre bien-aimé Manuel Valls lors de sa dernière visite en Chine. Et pour rassurer les investisseurs capitalistes (ou communistes capitalistes, je ne sais plus), il a précisé: «L'image selon laquelle nous ne réformons pas notre marché du travail et qu'il est impossible de licencier en France est fausse.» Licencier en France, une menace? Mieux, une promesse. Et, pour une fois, nous croyons ce que nous dit un politicien.

Le don de soi

Jean-Luc Mélenchon, qui se faisait plutôt discret depuis ses derniers scores électoraux, recommence à s'agiter dans tous les sens. La raison? Pas son impact sur la politique française, mais plutôt le résultat obtenu par Syriza aux élections grecques. Oubliant au passage que le PC grec n'est pas une composante de Syriza, et qu'ici en France le Front de gauche sans PCF ne pèserait vraiment pas lourd. Notre Jean-Luc le reconnaît: le Front de gauche a «atteint sa limite», il faut désormais «voir plus grand». Et là, il est formel: «Si nous devons gouverner, je saurais le faire.» Nous voilà rassurés. Ceci dit, mon Jean-Luc, on ne te demande rien à part d'être un peu moins démagogique; ça nous fera des vacances.

Les Éditions du *Monde libertaire* sont fières de vous présenter leur dernière parution.

L'AVEYRON A DONNÉ au mouvement anarchiste de la fin du XIX^e siècle deux figures remarquables. L'une bien connue, l'autre ignorée. Émile Pouget et François Salsou acquirent, grâce aux ruses du hasard, à quelques lieues l'un de l'autre et à quelques années de distance. Le vieux Rouergue n'y est pour rien. Ce département de petits propriétaires que l'Église considéra comme terre de mission pour ramener au bercail les âmes perdues du protestantisme, est, en politique, modéré parfois, réactionnaire souvent. Le Bassin houiller d'Aubin-Decazeville avec sa fusillade de 1869 et sa «watrinate» de 1886, est un monde à part qui n'eut que peu d'écho à Pont de Salars, et à Montlaur.

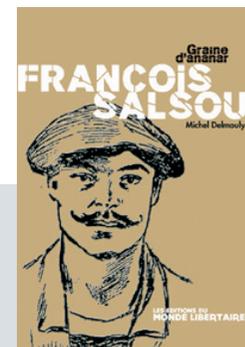
Leur engagement anarchiste, leur passion politique, fut le fait de circonstances: le salaripontin déclara qu'après avoir assisté au procès des acteurs de la commune de Narbonne – à Rodez – était à l'origine de sa prise de conscience. Le Montlaurais, quant à lui, dut sa conversion au rouge et au noir suite à la lecture de *La Révolution sociale*.

D'Émile Pouget on sait tout. Sa plume parle pour lui. Du Père Peinard à *Comment nous ferons la Révolution*, de son amitié avec Louise Michel à son action dans la jeune CGT, un matériau abondant est fourni à ses biographes qui nous donnent à comprendre l'engagement du maître des «reflexes».

François Salsou, lui, est l'anarchiste oublié, auquel seulement quelques lignes sont consacrées dans les éphémérides. On sait qu'il tenta

d'assassiner le Shah de Perse en visite à l'exposition universelle de Paris pendant l'été 1900 et qu'il fut condamné aux travaux forcés à perpétuité. On sait aussi qu'il se singularisa, par rapport à ses devanciers, par quelques traits d'originalité qui contribuèrent à son effacement des mémoires et dont le plus surprenant, pour les observateurs de ce 2 août, fut qu'au moment de son arrestation, ce n'est pas le slogan attendu de: «vive l'anarchie!» qu'il cria, mais un étonnant: «vivent les enfants du Peuple!». Cependant on ignore son parcours, sa formation, les influences et les textes qui firent qu'il posa cet acte de «terreur noire».

Les Éditions du *Monde libertaire*.



Michel Demouly, *François Salsou*, Édition du *Monde libertaire*, collection *Graine d'ananar*, 80 p., 5 €. En vente à la librairie du *Monde libertaire*, 145, rue Amelot, 75011 Paris.

Macron : en avant pour le grand pas en arrière

Bernard Perret

Groupe d'Aubenas
de la Fédération anarchiste

Arthur Groussier, vous connaissez ?

Arthur Groussier est né à Orléans en 1863, mais on s'en fout. Il était au Grand Orient de France, dont il en fut même le Grand Maître, mais on s'en fout aussi.

Ce qui nous intéresse plus, c'est sa fonction de secrétaire général de la Fédération nationale des ouvriers métallurgistes de 1890 à 1893. Ou plutôt son glissement du syndicalisme vers le socialisme, quand celui-ci pouvait sans faire rire s'autoqualifier de révolutionnaire. Arthur participe à la création de l'Alliance communiste révolutionnaire (ACR), qui rejoindra en 1897 les blanquistes du Comité révolutionnaire central (CRC), qui deviendra le Parti socialiste révolutionnaire (PSR). ACR et PSR fusionnent en 1901 pour former l'Unité socialiste révolutionnaire (USR), qui sera renommée en 1902 Parti socialiste de France (PS). Lequel...

Emmanuel Macron, vous connaissez ?

Emmanuel Macron est né à Amiens en 1977, mais on s'en fout. Il a pratiqué le piano, la boxe française et le foot, mais on s'en fout aussi. Ce qui nous intéresse plus, c'est son adhésion au PS en 1991. Ou plutôt son glissement du militantisme politique vers le monde de la finance en 2008. Il n'a pas supporté le refus de son investiture dans le Nord par les militants socialistes. Et puis, Sarkozy élu alors qu'il soutenait Ségolène, c'est trop injuste... Macron, socialiste con vaincu, rejoint alors la banque Rothschild & cie.

Revenons à Arthur Groussier

L'ancien syndicaliste, en 1893, est élu député du X^e arrondissement de Paris. Il le sera régulièrement. Au Palais-Bourbon, Arthur Groussier – ancien militant syndicaliste et toujours révolutionnaire – se bat et œuvre pour l'élaboration de nombreuses lois de progrès social : conventions collectives, accidents du travail, hygiène et sécurité, organisation syndicale, contrats de travail, conseil des prud'hommes. Sa grande réalisation est la mise en œuvre du Code du travail et de la prévoyance sociale en 1910. Ce premier Code du travail de 1910 sera complété par les conventions collectives reconnues par une

première loi le 25 mars 1919. Les conventions collectives entraînent alors la fin des contrats de travail individuels à la tête de l'embauché.

Pour les conseils des prud'hommes, l'origine remonte à Philippe le Bel. Ils étaient initialement prévus pour régler les conflits entre artisans. C'est en 1806 qu'est promulgué une loi créant un conseil des prud'hommes à Lyon pour avaliser les tribunaux de conciliation entre fabricants de soie et canuts (les ouvriers lyonnais bossant dans la soierie). Mais dans ces conseils, les employeurs sont majoritaires. Le dialogue social a ses limites...

Les conseils des prud'hommes évolueront lentement pour aboutir en 1907 à une loi qui met en place une véritable juridiction sociale, reconnue compétente en matière de contentieux individuels du travail. Et, en 1908, une nouvelle loi – appelée «loi des prud'femmes» – rend les femmes éligibles.

Revenons à Emmanuel Macron

L'ancien militant socialiste, après s'être fait un joli magot dans la banque, rejoint sa famille politique socialiste avec plein d'idées antisociales dans son attaché-case. On le retrouve à l'Élysée où il occupe la fonction de secrétaire général adjoint. Il ouvre son attaché-case et en sort deux de ses jolis projets : le pacte de responsabilité (pour les entreprises moins de charges sur le travail, moins de contraintes sur leurs activités et, en même temps, une contrepartie, plus d'embauches et plus de dialogue social) et le crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (équivalent à 4 % de la masse salariale de l'entreprise hors salaires supérieurs à 2,5 fois le smic afin d'investir, embaucher ou conquérir de nouveaux marchés). Cadeaux pour les entreprises, lettres mortes pour l'emploi et la relance.

Mais le golden boy n'en reste pas là. Il est nommé ministre de l'Économie, de l'Industrie et du Numérique par le ci-devant socialiste Manuel Valls. Et nous arrivons à la loi Macron actuellement en discussion à l'Assemblée nationale. Pour les salariés, en avant pour le grand pas en arrière...

Travailler le dimanche

Dans son projet de loi, Macron prévoit l'ouverture des temples de la consommation le dimanche. Pas tous les dimanches, commençons raisonnablement, allez, une douzaine au maximum. Et puis, pas question de travaux forcés, le volontariat... D'après les textes actuellement en vigueur : seuls les salariés volontaires ayant donné leur accord par écrit à leur employeur peuvent travailler le dimanche sur le fondement d'une autorisation donnée en application de l'article L. 3132-20 du Code du travail. Un patron ne peut refuser d'embaucher une personne refusant de travailler le dimanche ni le punir avec des mesures discriminatoires au boulot. Refuser de travailler le dimanche ne sera ni une faute ni un motif de licenciement.

Notre petit génie de l'économie libérale connaît-il vraiment le monde du travail, les liens de subordination entre patrons et salariés, les fins de mois difficiles, la précarité dans l'emploi ? Des salariés «accepteront» non pas pour prendre l'ascenseur social jusqu'au duplex avec vue sur un avenir qui chante. Non pas pour sauver l'économie française ou ce quinquennat fossoyeur des prétentions socialistes. Des salariés seront contraints d'accepter simplement pour survivre. En ces temps de crise économique, menacés de passer par la case Pôle emploi, des salariés qui ne connaissent que le premier échelon de l'échelle salariale «accepteront» par crainte de déplaire au patron, pour une promesse de régularisation, pour un hypothétique bonus ou tout simplement pour boucler la fin de mois.

Jusqu'à présent des compensations financières accompagnaient généralement le travail de nuit, les dimanches ou les jours fériés. Compensations financières pour un travail «hors norme». On peut douter de leur pérennité : lorsque travailler le dimanche sera devenu banal, la légitimité d'une compensation sera remise en question. On le voit déjà dans la restauration, où travailler le dimanche est normal, il n'existe aucune compensation. Pour les curés ? On s'en fout... En fait, le rêve secret du monde des profiteurs du travail des autres est tout sim-

ple: dans un premier temps faire du dimanche un jour travaillé comme les autres, ensuite, on pensera aux jours fériés. Et ne pas oublier les congés payés...

Sécuriser la délinquance patronale

Face à cette attaque en règle des conditions de travail, du rapport employeur-employé; la logique voudrait que les travailleurs retrouvent le réflexe syndical. Cette embellie militante impliquerait un réel travail des syndicats et de leurs représentants. Dans les boîtes, planait pour les patrons le risque qu'une plainte soit déposée pour délit d'entrave à l'exercice du droit syndical. Article L. 2146-1 du Code du travail: le fait de porter atteinte à la mise en place et au bon déroulement de la mission des représentants du personnel constitue un délit d'entrave. Pour que le délit soit constitué, il faut la réunion de l'élément matériel (acte positif ou omission constituant une méconnaissance de dispositions légales relatives à la représentation du personnel, panneau syndical refusé...) et de l'élément moral (caractère intentionnel). Les sanctions pour une personne physique sont d'un an d'emprisonnement et d'une amende de 3750 euros. Avec passage au tribunal correctionnel à l'appui... Ça pique! Que prévoit la loi Macron? Le délit d'entrave à l'exercice du droit syndical ne sera plus passible que d'une «sanction financière». Le patronat pourra alors mettre au pas les syndicats dans leurs boîtes, entraînant la casse du syndicalisme en France, sans s'exposer à de gros risques judiciaires.

Casser la justice du travail

Actuellement, les prud'hommes sont les seules instances qui permettent au salarié, lors d'un litige professionnel, d'avoir une représentation syndicale pour se défendre face au patronat. Le hic, dans les conseils de prud'hommes, c'est un nombre pair de conseillers: moitié de conseillers «employés» (2) et moitié de conseillers «employeurs» (2). Tous élus lors d'élections. Il n'était pas nécessaire de faire partie d'une organisation syndicale ou patronale pour se présenter... Enfin jusqu'au 24 novembre 2014 lorsque l'Assemblée nationale adopta le projet de loi Macron prévoyant la désignation des conseillers prud'homaux par les organisations syndicales et patronales au prorata de leurs audiences respectives. Exit les travailleurs libres de toute pression...

Revenons au hic, aux lucioles tombées dans le potage: le nombre pair de conseillers implique l'impossibilité fréquente de trancher. Employés et employeurs doivent demander au juge du tribunal d'instance le plus proche de les départager. Ce magistrat est désigné sous l'appellation de juge départiteur. C'est à ce moment qu'arrive Macron et son attaché-case à casser les acquis sociaux.

Plus que deux conseillers, suppression possible du passage par la case bureau de jugement (lieu où les conseillers tentaient de



régler les litiges sans appel au juge départiteur), donc augmentation du pouvoir des juges départiteurs professionnels.

Dix contre un que c'est la délinquance patronale qui va y gagner... Macron le dit: «Si on reste dans un critère classique de lutte de classes, et donc de division de la collectivité humaine dans l'entreprise, alors on continuera à creuser l'impasse dans laquelle on se trouve.» La droite applaudit clandestinement. Alors le moyen le plus sûr pour ce sniper (et pour ce gouvernement qui le commandite) de faire oublier la lutte des classes, c'est juste d'en gommer tous les acquis en revenant sur deux cents ans de luttes de la Sociale.

– 2 mars 1848: décret du 2 mars limitant la journée de travail des adultes à dix heures à Paris et à onze en province.

– 17 avril 1919: loi instaurant la semaine de 48 heures et la journée de 8 heures.

– 13 juin 1998 et 19 janvier 2000: loi instituant la semaine de 35 heures. À gommer?

– 1906: repos compensateur de 24 heures hebdomadaire. Aux poubelles de l'histoire?

– 25 mai 1864: loi établissant le droit de grève.

– 1884: droit syndical.

– 1887: création de la première bourse du travail de France à Paris.

– 1936: délégués du personnel. À oublier?

– 1910: retraites à 65 ans sous un ministre Briand, ancien socialiste devenu libéral.

– 1983: retraites à 60 ans sous Mitterrand, président étiqueté socialiste

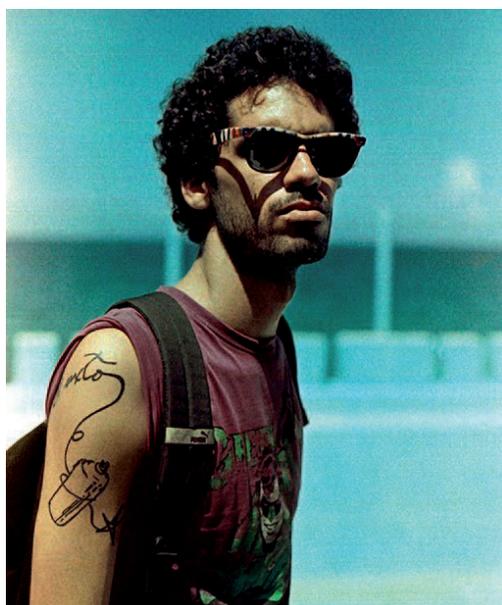
– 2015: retraites à quel âge avec ce gouvernement faussement étiqueté socialiste, mais clairement libéral?

L'année 1936, c'était le Front populaire. Mais c'est surtout la pression des ouvriers dans les usines occupées, les rues envahies qui ont imposé des avancées conséquentes: congés payés de quinze jours, convention collective, semaine de quarante heures. Et ne nous leurrions pas, les autres acquis devenus lois parce que votés ne sont pas sortis des bancs de l'Assemblée nationale mais ont été imposés dans les rues, les usines, les ateliers, les grèves.

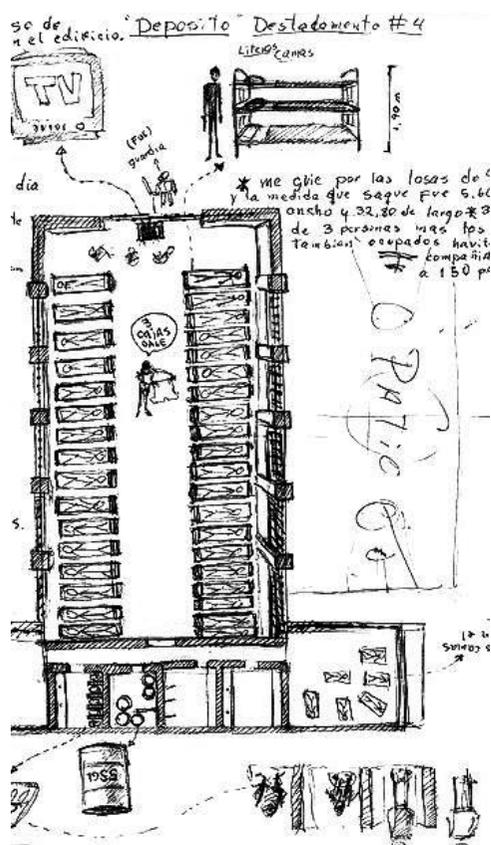
Choisir son camp

Nous, nous sommes du camp de ceux qui se sont battus pour obtenir ces acquis sociaux et, aujourd'hui, c'est à nous de nous battre pour les conserver. Il n'y a rien à attendre d'un État, si ce n'est sa trahison au profit de la finance. La loi Macron n'est qu'un bubon de la peste capitaliste. Ce grand ami des banquiers a beau qualifier la lutte des classes d'obsolète, le camp d'en face, lui, a décidé de la mener cette lutte. La meilleure des défenses étant l'attaque, il nous faut passer à l'offensive. Offensive des esprits, des idées. Nous devons nous organiser et organiser nos luttes sur des bases autonomes sourdes aux sirènes des partis. Nous devons faire changer l'optimisme de camp. La lutte est là, maintenant. Passons à l'offensive pour retrouver tous les acquis perdus. Première étape... Ensuite, nous imposerons d'autres changements. Non, nous gérons nous-mêmes. Nous voulons tout maintenant et le reste, nous le prendrons. **B.P.**

Délit de **blasphème** pour un **taggeur** à **La Havane**



Alors qu'en France, suite aux événements du 7 janvier, le débat sur la liberté d'expression et le délit de blasphème a envahi les médias, à Cuba un autre événement nous montre les limites de la libéralisation à la cubaine que certains ont voulu mettre en évidence après le début des pourparlers entre le gouvernement cubain et le gouvernement nord-américain. Le témoignage qui suit est accablant pour les autorités cubaines, il nous fait découvrir les conditions de détention particulièrement difficiles des prisonniers cubains.



DANILO MALDONADO, l'artiste taggeur connu sous le nom d'El Sexto (le Sixième) est en prison à La Havane depuis six semaines. Il a été arrêté alors qu'il voyageait dans un taxi dont le coffre contenait deux porcs vivants. Les animaux étaient recouverts de peinture verte et chacun d'eux avait un nom écrit sur le flanc. On pouvait lire d'un côté Fidel et de l'autre Raúl.

L'intention de l'artiste était de les lâcher dans le parc central (au cœur de La Havane) pour renouer avec une tradition rurale dans laquelle le défi est d'attraper les porcs. La performance a été interrompue par la police, elle était intitulée *Rébellion dans la grange*, à la mémoire de George Orwell.

La Lada bleu clair qui le transportait a été interceptée par trois patrouilles de la Police nationale révolutionnaire (PNR). Les officiers policiers ont retiré sa carte d'identité à Danilo et au conducteur du véhicule et les ont emmenés au commissariat des rues Infanta et Manglar. Deux jours plus tard, ils ont déplacé l'artiste à l'unité de police de Zapata et C, où une instructrice lui a dit qu'il

serait poursuivi. Il est resté sept jours dans les cachots de l'unité jusqu'à ce qu'il soit transféré au centre de police Vivac de Calabazar, où il a passé six jours.

Il s'avère que ce centre de Vivac fut la destination de dizaines de détenus accusés d'avoir tenté de participer à la performance annoncée par l'artiste plastique Tania Bruguera sur la place de la Révolution, le 30 décembre dernier. Cette performance fut interprétée par les autorités comme une provocation contre-révolutionnaire. Certains des détenus, qui étaient informés de la présence d'El Sexto en ces lieux, crièrent, entre autres slogans : « Libérez El Sexto » et « El Sexto reviendra ».

De la prison de Valle Grande, où il est aujourd'hui détenu, Danilo nous a envoyé quelques anecdotes de prison et quelques dessins.

Daniel Pinós

Groupe Salvador-Seguí
de la Fédération anarchiste

« Le réservoir »

Quand je suis arrivé à Valle Grande, ils ont pris mon sang pour des échantillons de laboratoire, ils m'ont frappé et ils m'ont rasé. Ils m'ont aussi photographié. Durant les jours que j'ai passé à Vivac, ils ont diagnostiqué une pneumonie, pour cette raison j'avais sur moi certains antibiotiques, mais ils ne me les ont enlevés jusqu'à aujourd'hui ils ne me les ont pas rendu, ils ne m'ont pas non plus fait ausculter par un médecin pour savoir si j'étais dans le même état que lors de mon arrivée en prison, ou en meilleur état, ou dans un pire état. Pour couronner le tout, je suis entouré de fumeurs qui se soucient peu du fait que je sois malade et asthmatique.

Je suis en compagnie de quatre détenus. Dans ce lieu qu'ils appellent « le réservoir », il y a des gens de toutes sortes. J'ai rencontré quatre dissidents de Alturas de la Lisa. Yorlay Pérez, Yusel Pérez, Santiago Pérez et Hanoy.

Fidelito

Un jour, est arrivé au « réservoir » un garçon qui prétendait m'avoir connu au Parc central et qui connaissait mon travail pictural dans les rues de La Havane. Ce jeune homme de petite taille, au teint basané, m'a surpris quand il a enlevé son chandail en dévoilant sur son dos un tatouage avec le visage de Fidel Castro. Je lui ai expliqué que j'étais un opposant au régime de Castro et que ce monsieur qu'il portait gravé sur sa peau était responsable de mon emprisonnement.

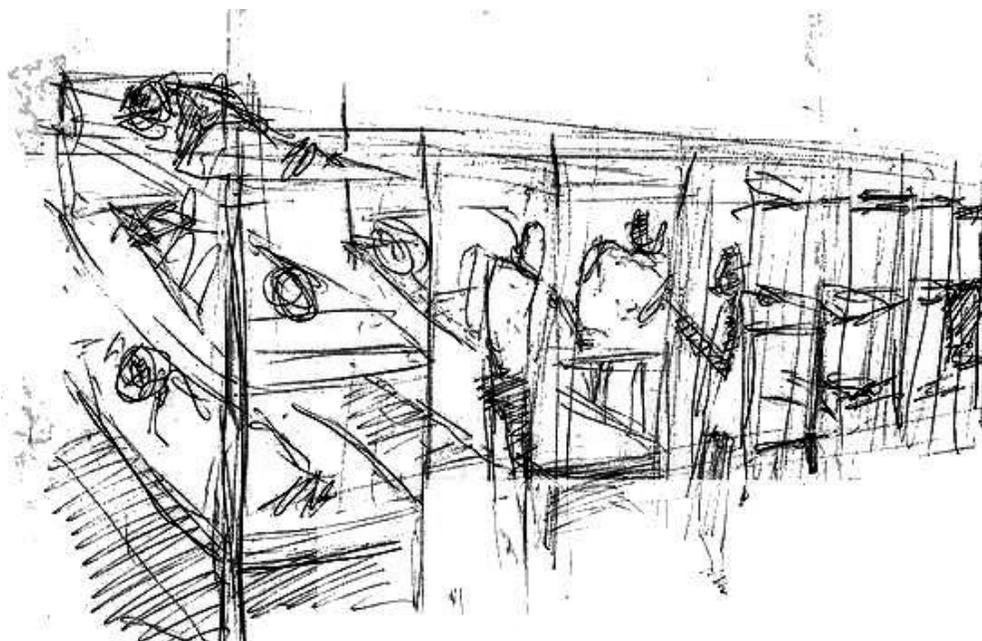
Il me répondit qu'il n'avait pas de famille et qu'il était un « fils de la patrie », raison pour laquelle Fidel lui avait donné une maison et que cela n'arrivait pas dans d'autres régions du monde. Je lui ai dit que c'était vrai, mais que s'il était né dans un autre pays, personne ne lui aurait donné une maison, mais peut-être qu'il aurait pu la trouver lui-même et qu'il ne devait vraiment rien à Fidel. Je lui ai parlé de la situation d'Amaury Pacheco, un artiste, et de sa famille de six enfants que l'on a harcelé avant de l'expulser d'une maison abandonnée dans le quartier d'Alamar. Ils sont allés jusqu'à lui refuser l'accès à l'eau et à l'électricité.

Ensuite par l'intermédiaire d'un autre garçon, qui l'a connu dans le quartier du Vedado, j'ai su qu'on disait qu'il travaillait pour la sûreté de l'État et qu'il portait toujours un pistolet sous sa chemise. Son entourage l'appelait El ronco, mais moi je l'appelle Fidelito.

Ce fils de la patrie était en prison pour falsification de documents, chose qu'il avait faite pour quitter le pays. En une seule nuit, il a essayé de se pendre deux fois.

Yusel, l'opposant

Dans une des constantes inspections qui sont réalisées ici, un major et un lieutenant ont estimé que l'un des détenus avait des ongles trop longs et qu'il devait les couper. Il a expliqué qu'il n'avait pas de coupe-ongles et, encore moins, de ciseaux. Le major a retiré un



poignard de sa ceinture et l'a menacé de lui couper les ongles par la force. Le garçon a résisté, puis le major a dit qu'il devait les manger.

Quand ils sont passés devant Yusel, l'opposant, ils ont constaté qu'il portait à un de ses poignets un bracelet en plastique blanc avec le mot « Changement ». Comme il n'obéissait pas à l'ordre de l'enlever, ils l'ont arraché par la force. Ensuite Yusel s'est écrié : « à bas les Castro », « à bas la dictature ». Le lieutenant l'a poussé contre un lit pour le frapper, mais le reste des prisonniers s'en est mêlé et ils l'ont empêché de corriger Yusel. Les esprits se sont échauffés, mais ça n'a pas été au-delà, car le major a commencé à crier qu'ils n'allaient pas le frapper. C'est uniquement à ce moment que les prisonniers se sont détendus. Yusel a passé quatre jours dans une cellule de punition, mais ils ne l'ont pas battu.

« El puro » qui urine sur lui

« El puro » est arrivé sans faire de bruit. Fort, grand, il doit avoir entre 60 et 70 ans, et il ne dort jamais. Il dit qu'il a été arrêté parce qu'il avait menacé avec un tournevis des jeunes qui lançait une balle contre le mur de sa maison. Personne ne l'approchait parce qu'il ne se lavait jamais. Un jour, il a uriné au milieu du dortoir, ce qui a été compris comme une forme de « chantage » par d'autres prisonniers qui devaient nettoyer sa saleté. Quand ils exigèrent qu'il sèche la flaque, il dit qu'il le ferait avec ses vêtements, mais ils refusèrent car ça aurait été subir plus d'odeurs encore. Nous avons compris qu'il devenait fou quand nous ont été lu à voix haute les textes comportant les crimes de chacun de nous. C'est là où nous avons appris les raisons de son incarcération : abus sexuel sur mineurs.

Fragment d'une lettre Danilo depuis la prison de Valle Grande

À mes amis de Facebook et aux lecteurs de mon blog

Je voudrai vous dire que je regrette de ne pouvoir être informé de vos voyages et tout événement intéressant sur les réseaux.

Je tiens également à remercier tous ceux qui se solidarisent avec ma cause et leur avouer qu'aucune de mes folies aurait été possible si je ne savais pas que je n'étais pas seul et que je compte sur le soutien de beaucoup d'entre vous.

Il est possible de remplir les cœurs d'espoir. Jamais le mal ne vaincra contre le bien.

Jamais les esprits rétrogrades ne vaincraient contre les esprits libres.

Jamais la violence ne vaincra contre l'art et la raison.

La mort ne vaincra jamais contre la vie et l'amour.

L'épreuve que je suis en train de subir est un calvaire. À l'origine je ne voulais faire qu'une bonne action et ma détention est le fruit d'une dictature féroce qu'il est nécessaire de combattre avec l'esprit et la ruse.

Croyez-moi, parfois je ris seul dans ce lieu sombre de 5,60 m par 32,80 m avec 37 couchettes triples, soit entre 118 et 190 personnes, sans compter ceux qui dorment sur le sol.

Je ris, même si les latrines sont juxtaposées les unes contre les autres, sans aucune intimité.

Je vis heureux parce que je vis sans peur et, même s'ils harcèlent et accusent ma famille, ils ne parviendront jamais à entamer ma créativité.

Cette fois-ci, je pense les avoir ridiculisés comme personne ne l'a jamais fait auparavant.

Même s'ils empêchèrent les porcs de parvenir au Parc central, tout ceux qui ont de l'imagination ont pu les voir courir avec leurs noms inscrits sur le côté et les gens derrière eux, comme une véritable « Rébellion dans la grange ».

Ha, ha, ha. Bises à tous et j'espère pouvoir vous lire.

*Danilo Maldonado
El Sexto*



Ramón Pino

Groupe Salvador-Seguí
de la Fédération anarchiste

L'EUROPE FRÉMIT. Après le triomphe de Syriza aux élections grecques, les yeux se tournent vers l'Espagne et on ne parle plus que de son équivalent (ou présenté comme tel) : Podemos (« nous pouvons »). Mélenchon en bave d'envie et se voit bien récupérer ce mouvement en France, comme il a déjà tenté de récupérer celui des indignés il y a quatre ans. Sauf que la gauche radicale espagnole n'est pas comme le Front de gauche lesté par un PCF repoussoir et un parlementarisme poussiéreux. Mais justement qu'est-ce que Podemos, qu'on pouvait qualifier jusqu'à maintenant de mouvement anti-austérité, et qui, avec le succès, semble prêt à succomber à la tentation parlementariste, tout en rejetant la classe politique historique ?

Des indignés à Podemos

Podemos a à peine un an d'existence et est l'émanation d'une partie des fameux indignés espagnols (15M) qui occupait la place Puerta del Sol à Madrid le 15 mai 2011. C'est sur cette même place que Podemos a réussi à rassembler plus de 100 000 personnes il y a deux semaines. Manifestation qui est en quelque sorte le lancement d'une campagne électorale. Car c'est bien de cela qu'il s'agit ; plusieurs consultations sont prévues en 2015 : régionales (en mars, ce sera en Andalousie), municipales et, pour finir, législatives (en novembre). Année chargée donc pour tous les amateurs de pouvoir. Qu'est-ce qui provoque l'engouement actuel pour cette formation politique ? La jeunesse de ses cadres, à commencer par son leader charismatique, Pablo Iglesias (36 ans), homonyme du fondateur du Parti socialiste ouvrier espagnol (PSOE), professeur honoraire en sciences politiques, animateur TV de l'émission *La Tuerka*, eurodéputé, bon orateur, belle gueule, allure décontractée aux antipodes des

politiciens classiques. Également le rejet de toute la classe politique classique. Pour faire simple, Podemos se définit comme parti alternatif radical, un parti « anti-austérité » rompant avec toute référence historique, ce qui le différencie par exemple de Izquierda Unida (IU : Gauche unie) composée d'écologistes et de communistes. Là où Izquierda Unida se traîne le boulet d'ex-membres du PCE, Podemos se présente comme n'étant ni de droite ni de gauche (même si son leader P. Iglesias a commencé à militer aux Jeunesses communistes). Le discours de Podemos est en grande partie celui des indignés avec un refus de la classe politique traditionnelle : « Ils ne nous représentent pas », rejetant tout autant le Parti populaire (droite actuellement au pouvoir) que le PSOE (socialistes qui y étaient jusqu'à il y a quatre ans).

Quel programme ?

Le ni gauche ni droite de Podemos consistait au début à dénoncer la corruption, l'impunité des politiciens, des banquiers et hommes d'affaires, les atteintes à la loi du travail et à son Code, les coupes budgétaires, les baisses du montant des retraites... Soit l'agglomérat de toutes les revendications d'une population exsangue après des années d'austérité. Bémol : Podemos au bout d'à peine un an d'existence a fait évoluer son discours. La dénonciation de la politique d'austérité, de la corruption, du monde de la finance ne suffisent plus. C'est qu'il faut remplacer un projet plutôt nébuleux par un programme « sérieux », quitte à mettre de l'eau dans son vin. On a confié cette tâche à des économistes proches du mouvement Attac. Ainsi on ne dénonce plus le montant du revenu minimum (actuellement 656 euros par mois), mais on parle de l'augmenter (de combien ?

mystère); on parle moins d'en finir avec les coupes budgétaires et le démantèlement des services publics, il n'est plus question que de les «freiner». Podemos commence à essayer les habits neufs de la politique politicienne en tâchant de ratisser large. L'horizontalité? Le mot revient souvent dans la bouche de Pablo Iglesias, par contre celui d'autogestion, jamais. En cas d'arrivée au pouvoir de Podemos, comment fonctionnerait «l'horizontalité», qui gèrerait la société? On vous laisse deviner.

Podemos et les autres partis politiques

Les rapports avec d'autres formations politiques sont évidemment ou inexistantes ou tendus. C'est qu'avec 28 % d'intentions de vote (suivant les derniers sondages) Podemos se présente comme l'empêcheur d'alterner en rond. PSOE et PP sont – à juste raison – inquiets. Le PP parce qu'il craint de perdre le pouvoir en novembre, le PSOE parce qu'il sent une partie de son électorat lui échapper, séduit par le discours plus radical de Podemos. À gauche de la gauche, on trouve aussi Izquierda Unida, mais sa stratégie de conquête des municipalités l'a conduit à de nombreux compromis (pour ne pas dire compromissions) avec le PSOE; compromis pas toujours favorables à la population la plus précaire (comme par exemple dans différents cas d'expulsions de leur logement des victimes des hypothèques, ou d'interventions policières pour en finir avec certaines communautés agricoles autogérées).

«Tous pourris, sauf nous»

Son audience a donc faibli à mesure que celle de Podemos grandissait, même si certains de ses membres occupent des postes en vue, comme Tania Sanchez, député à l'Assemblée de Madrid et compagne de Pablo Iglesias (fusion amoureuse, mais pas politique). Podemos continue donc tranquillement de siphonner les maigres troupes de IU et celles plus conséquentes du PSOE, sur le thème : «Tous pourris sauf nous.» Ici pas de danger que ce slogan soit repris par un quelconque parti d'extrême-droite: trente-cinq ans de franquisme n'ont pas laissé que de bons souvenirs. Le fascisme, merci. Les Espagnols ont déjà donné, et pas qu'un peu!

Podemos et les syndicats

Reste les relations de Podemos avec le monde du travail. La situation n'est pas simple pour une organisation dont les dirigeants sont très majoritairement issus du milieu universitaire et qui vise à rassembler la population la plus précaire. Si pour le moment Podemos refuse tout dialogue avec l'Union générale des travailleurs (UGT) inféodée au PSOE, il semble qu'il y ait des contacts avec les Commissions ouvrières (CCOO) et – plus étonnant – avec la CGT espagnole. À l'issue d'une réunion avec cette dernière le 17 septembre dernier, plusieurs porte-parole de Podemos ont manifesté leur «compréhension» avec les analyses de la CGT, reconnaissant que les syndicats institutionnels (UGT et CCOO) sont une partie du problème,



mais précisant que tant que Podemos n'aura pas finalisé son processus de constitution il n'y aura pas de position officielle. C'était en septembre. Depuis? Pas de nouvelles. Peut-être pas si surprenant, car dans le même temps des membres de Podemos tentent de mettre en place les structures d'un nouveau syndicat: Somos (« nous sommes »), afin de «construire un

« Si tu as voté et que ton candidat ne fait pas ce qu'il t'avait promis, tu n'as pas le droit de te plaindre. »

nouveau modèle syndical». On peut légitimement avoir de gros doutes sur ce «nouveau modèle» qui serait donc créé par des adhérents d'une organisation spécifique, se dirigeant tout droit vers une centrale syndicale type «courroie de transmission». Imaginons que le parti Podemos soit au pouvoir, Somos, centrale syndicale qui lui serait assujettie, n'organiserait sûrement pas de grève contre un gouvernement dirigé par lui.

Podemos : indignés libertaires ?

Si construire un nouveau modèle syndical, c'est en finir avec les structures verticales mises en place lors de la Transition démocratique, là le chantier est vaste. Encore que, question horizontalité, Podemos peut s'économiser la création d'une centrale syndicale, puisque par exemple la CNT répond à ce genre de critères, mais là évidemment plus question de courroie de transmission au service d'un parti, mais de structures horizontales créées par le mouvement ouvrier: coopérativisme, mutualisme, collectivisme, communisme libertaire...

Mais là, bien sûr, on s'éloigne de Podemos. Comme les autres formations classiques, Podemos répète comme un mantra : «Il faut voter car si tu ne votes pas, tu n'as pas le droit de te plaindre.» On connaît la chanson et on peut facilement rétorquer que «si tu as voté et que ton (ou tes) candidats une fois au pouvoir ne font pas ce qu'ils t'avaient promis, c'est là

que tu n'as pas le droit de te plaindre». En Espagne (comme en France), on a eu le loisir de constater à diverses occasions qu'une fois arrivés au pouvoir les opposants à la droite mènent une politique... de droite, et qu'en fait de se mettre au service du bien public leurs décisions ne servent que des intérêts privés: privatiser les profits et nationaliser les pertes, c'est le même leitmotiv, alternance ou pas.

Avec Podemos, on est évidemment très loin des pratiques libertaires. La CNT ne manque pas de rappeler que cette organisation a opté pour le parlementarisme quand les libertaires rejettent les institutions étatiques, leur préférant l'action directe telle que la concevait Kropotkine, c'est-à-dire l'action des travailleurs se passant d'intermédiaires (tels les politiciens) pour gérer leur vie. Au contraire, pour Podemos, pas question d'autogestion; ses racines puisent dans la social-démocratie, sa vision du syndicalisme est celle d'un syndicalisme d'accords et non de rupture. On est décidément loin du «rien n'est étranger au syndicat» des anarcho-syndicalistes. Podemos est plus un immense catalogue de tous les problèmes qui affectent la population espagnole qu'un projet de véritable changement de société. Pour nos camarades anarchistes d'outre-Pyrénées, il ne s'agit pas de revenir à 2007, c'est-à-dire simplement sortir de la crise, mais de sortir du capitalisme une fois pour toutes. Ce n'est visiblement pas le but de Podemos, qui, comme Syriza en Grèce, ne se dit même pas anticapitaliste, mais simplement antilibéral, pour faire disparaître les inégalités les plus criantes, mais sans s'attaquer aux causes de ces inégalités. Plus qu'au travail militant sur les lieux de travail et les quartier Podemos, qui doit une partie de son succès actuel aux réseaux sociaux, axe maintenant sa stratégie sur les élections comme n'importe quel «vieux» parti qu'il prétend combattre. Soit quelques jours (2, 4, 6?) par an; et les 360 autres on va sur leur site et on clique sur «J'aime»? Pas sûr que ça suffise pour en finir avec l'exploitation de l'homme par l'homme.

R. P.

De la folie très raisonnable

d'un ouvrier syndicaliste libertaire bavarois 1/2

André Bernard

Cercle libertaire Jean-Barué
de la Fédération anarchiste

«Graswurzelrevolution» : la révolution par en bas

En 1920, en Allemagne, un ouvrier lithographe anarchiste, très estimé de ses camarades, publiait une brochure intitulée *Gewalt oder Gewaltlosigkeit?* (Violence ou non-violence?). Ce texte venait après le terrible massacre de la Grande Guerre que personne n'avait vraiment voulu éviter et qui fit, tant civils que militaires, quelque dix-neuf millions de morts; cette brochure venait après le massacre des insurgés allemands et au moment où des groupes de corps francs (*Freikorps*) et de sections d'assaut *Sturmabteilung* tenaient le haut du pavé, c'est-à-dire en plein reflux de la vague révolutionnaire.

Fritz Oerter, l'auteur de ce fascicule, y prenait position clairement pour une révolution sociale non-violente, sinon sans violence.

Ce texte était publié l'année même du putsch de Kapp du 13 au 17 mars 1920, tentative qui échoua essentiellement grâce à une grève générale de quatre jours.

À notre connaissance, en France, à cette époque, aucun militant libertaire n'avait avancé de telles idées. Il faudra même attendre 1924 pour que Romain Rolland utilise le terme de «non-violence» dans un livre consacré à Gandhi.

Le propos de Fritz Oerter était clair; il parlait de lutte ouvrière, de «grève solidaire», de «grève générale», de «boycottage», de «sabotage» et de «tant d'autres moyens d'action directe». En toute non-violence!

Et on pourra s'étonner qu'une telle idée, que l'on pourrait jugé totalement incongrue, ait ainsi pu jaillir en 1920 de l'esprit d'un militant ouvrier allemand.

Oui, nous pouvons être surpris de cette émergence conceptuelle car les idées ne naissent pas spontanément à partir de rien. Il aura fallu, nous semble-t-il, pour en arriver là, que d'autres démarches tant intellectuelles que sensibles soient déjà bien présentes, du moins en

Allemagne. Nous croyons trouver une explication dans l'influence exercée par Gustav Landauer (1870-1919), homme de la génération (à un an près) d'Oerter et militant dorénavant un peu mieux connu en France grâce, entre autres, au numéro 48 d'*À contretemps* de mai 2014 qui lui est consacré. Landauer fut le traducteur de Rabindranath Tagore et, de même façon, il fit connaître le *Discours de la servitude volontaire* de La Boétie.

Ajoutons que, selon le *Dictionnaire des militants anarchistes* sur la Toile (animé par Rolf Dupuy), Fritz Oerter était également un abonné régulier de *L'En-dehors* d'E. Armand qui a pu citer Henry David Thoreau dans ses publications. Cependant, il faudra attendre 1921 pour que le *Civil Disobedience* de ce dernier paraisse sous le titre de *Désobéir*, traduit par Léon Bazalgette. Sans doute, d'autres sources sont à dénicher et à consulter... Nous disions que ce texte naît en pleine période de reflux révolutionnaire; aussi, il ne nous paraît pas aberrant de faire un rapprochement avec le propos d'Uri Gordon (*Anarchy alive!*) qui avançait l'idée qu'une période d'«hibernation de l'anarchisme» aurait permis l'introduction de la non-violence dans le combat social. Cette irruption aurait été de pair avec un rejet de l'anarchisme qui, lui, provoquerait automatiquement dans le grand public des images négatives de chaos, de violence aveugle et de destruction.

C'est une thèse. Il en est d'autres...

Quant à nous, quand bien même, quelquefois, nous pourrions discuter de ce qu'avance Fritz Oerter – car il y a quelques formules qui pour le moins nous embarrassent –, nous le placerons désormais parmi les devanciers d'un anarchisme non-violent en gestation.

Par exemple, nous nous poserons la question de savoir si son *Gewaltlosigkeit* ne serait pas un concept se rapprochant plutôt d'une action «sans violence»; ce qui, bien sûr, ne veut pas dire sans action. En effet, par la suite, les militants allemands d'après-guerre, voire ceux

d'après 1968, utiliseront un terme proche et sans doute plus précis; il s'agit de *Gewaltfreiheit*, c'est-à-dire l'action directe non-violente ou la *direkte gewaltfreie Aktion* qu'ils préférèrent pour son dynamisme (les germanophones plus curieux pourront consulter le journal *Graswurzelrevolution* actuellement publié). Si on peut s'interroger sur les sources de la réflexion de Fritz Oerter, on est en droit également de se demander quelle était la situation en d'autres lieux. La publication en 2014 de deux livres sur le sujet tombe à point. Il s'agit du *Mouvement anarchiste* en France de David Berry et de *l'Histoire mondiale de l'anarchie* de Gaetano Manfredonia. Nous nous sommes donc, avec nos lunettes partisans, plongés dans ces œuvres.

Le mouvement français

Pour une bonne compréhension de la situation française, David Berry dessine une histoire qui se positionne entre les deux guerres, de 1917 à 1945, mais avec un retour sur le passé jusqu'en 1840.

Si, en France, à ses débuts, l'organisation ouvrière est essentiellement pacifique et tournée vers le mutualisme et la coopérativisme, elle sera relayée un peu plus tard par un syndicalisme «plus agressif»; le mot d'ordre d'alors étant par ailleurs le fédéralisme puis l'autonomie décentralisée, appellations qui se préciseront en collectivisme antiétatique puis en communisme libertaire.

C'est autour de l'année 1877 que se développera une idée qui aura grand succès: la propagande par le fait, illégale et violente, qui, sans doute, fut influencée par les hauts faits du nihilisme et du terrorisme russes de la même époque. Les publications anarchistes d'alors ne manquaient pas d'encourager les grèves expropriatrices et la grève générale insurrectionnelle; de même, la violence contre la propriété et contre les personnes était exaltée.

C'est surtout la brève période de 1892 à 1894, temps par excellence du terrorisme en

France, qui a imprimé dans l'esprit du grand public une marque semble-t-il indélébile.

Rappelons aussi que, à l'époque, nombreux étaient ceux qui croyaient la révolution imminente. On supposait tout pareillement que des actes individuels de violence ou émanant de petits groupes seraient l'étincelle allumant la révolution. Le congrès de l'AIT de 1881 n'avait-il pas préconisé le poison, les armes à feu, le couteau et les explosifs comme déclencheurs ?

Le gouvernement français répliqua massivement par des lois dites « scélérates » dirigées essentiellement contre les anarchistes.

David Berry écrit : « Globalement, l'ère terroriste eut très peu d'effets positifs. Cette stratégie n'obtint pas le large soutien populaire... »

Ce qui n'était pas l'avis du syndicaliste Robert Louzon de *La Révolution prolétarienne* qui notait en 1937 que cette période fut « comme le coup de gong qui releva le prolétariat français de l'état de prostration et de désespoir où l'avaient plongé les massacres de la Commune ».

Et David Berry de répliquer : « Les données disponibles semblent en réalité suggérer le contraire : à savoir que l'ère terroriste illégaliste ne produisit rien d'autre que l'isolement des anarchistes, l'hostilité croissante d'autres tendances socialistes, une répression accrue et une image violente négative dont les anarchistes ont eu bien du mal à se débarrasser depuis lors. »

Ce que corrobore Jean Maitron, l'auteur de *l'Histoire du mouvement anarchiste* qui, de son côté, qualifie cette période de « maladie infantile de l'anarchisme ».

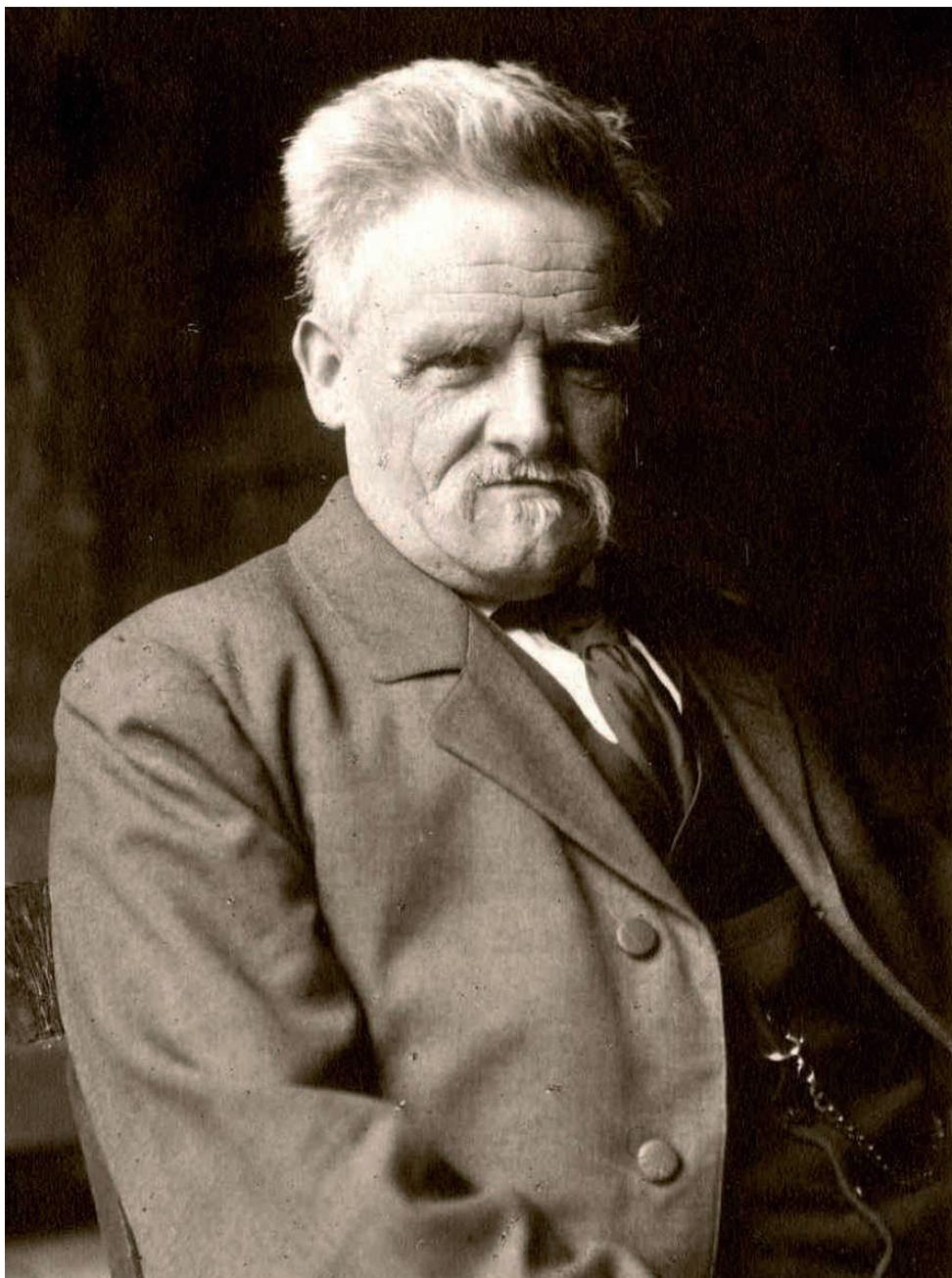
Dans l'introduction à son livre, David Berry rappelle le propos de Daniel Guérin qui dans *Ni Dieu ni maître* donnait, entre autres raisons du discrédit, non mérité, de l'anarchisme, le soin de ses commentateurs « de ne tirer de l'oubli, de ne livrer à une tapageuse publicité que ses déviations, telles que le terrorisme, l'attentat individuel, la propagande par les explosifs ».

Kropotkine fut un de ceux qui, après avoir approuvé le caractère violent de la propagande, corrigea le tir en écrivant qu'« un édifice basé sur des siècles d'histoire ne se détruit pas avec quelques kilos d'explosif ».

C'est à cette époque que certains anarchistes se tournèrent vers « l'action économique », vers le syndicalisme, mais en lui donnant une tonalité nouvelle, ce que l'on a nommé l'anarcho-syndicalisme ou le syndicalisme révolutionnaire, reprenant ainsi une idée de Bakounine à propos de la méthode d'émancipation : « Il n'en est qu'une seule. C'est celle de la lutte solidaire des ouvriers contre les patrons. C'est l'organisation et la fédération des caisses de résistance. »

Les anarchistes de France attendaient la révolution ; ils eurent la guerre ; guerre qui ouvrit la voie aux épisodes révolutionnaires que l'on connaît en Russie et en Allemagne ; mais ces moments insurrectionnels débouchèrent aussi sur la double catastrophe du bolchevisme et du nazisme.

Il est à noter que beaucoup d'anarchistes passèrent au bolchevisme arguant de l'efficacité car ils pensaient que, pendant et tout de suite



après le moment révolutionnaire, il faudrait nécessairement un exercice et de la violence et de l'autorité pour abattre les opposants. Ils justifiaient ainsi la nécessité d'une dictature du prolétariat, d'un État même provisoire, d'une Armée rouge, donc d'une autre forme de violence.

David Berry note que la période 1924-1934 se caractérisa par une régression militante due à la catastrophe de la guerre 14-18, aux scissions syndicales, à la « flambée d'espoir représentée par la révolution de 1917 », à l'échec des mouvements de grève de 1919 et de 1920. Des événements à sensation vinrent cependant augmenter le tirage des journaux libertaires : le « suicide » de Philippe Daudet, fils du leader d'extrême droite, la tentative d'assassinat de Clemenceau par Émile Cottin et l'assassinat réussi de Marius Plateau de l'Action française par Germaine Berton. De tels événements, selon Nicolas Faucier, auraient contribué à maintenir un « climat favorable à la propagation des idées anarchistes » ; propos que corrige aussitôt David

Berry en soulignant que Faucier « était d'opinion que les phases terroristes et illégalistes de l'histoire du mouvement ne lui avaient fait que du mal ».

Pas de non-violence, donc, dans ce livre ; Han Ryner et Félicien Challaye sont cités comme « pacifistes », de même qu'André Arru.

A. B.

À suivre au prochain numéro ...

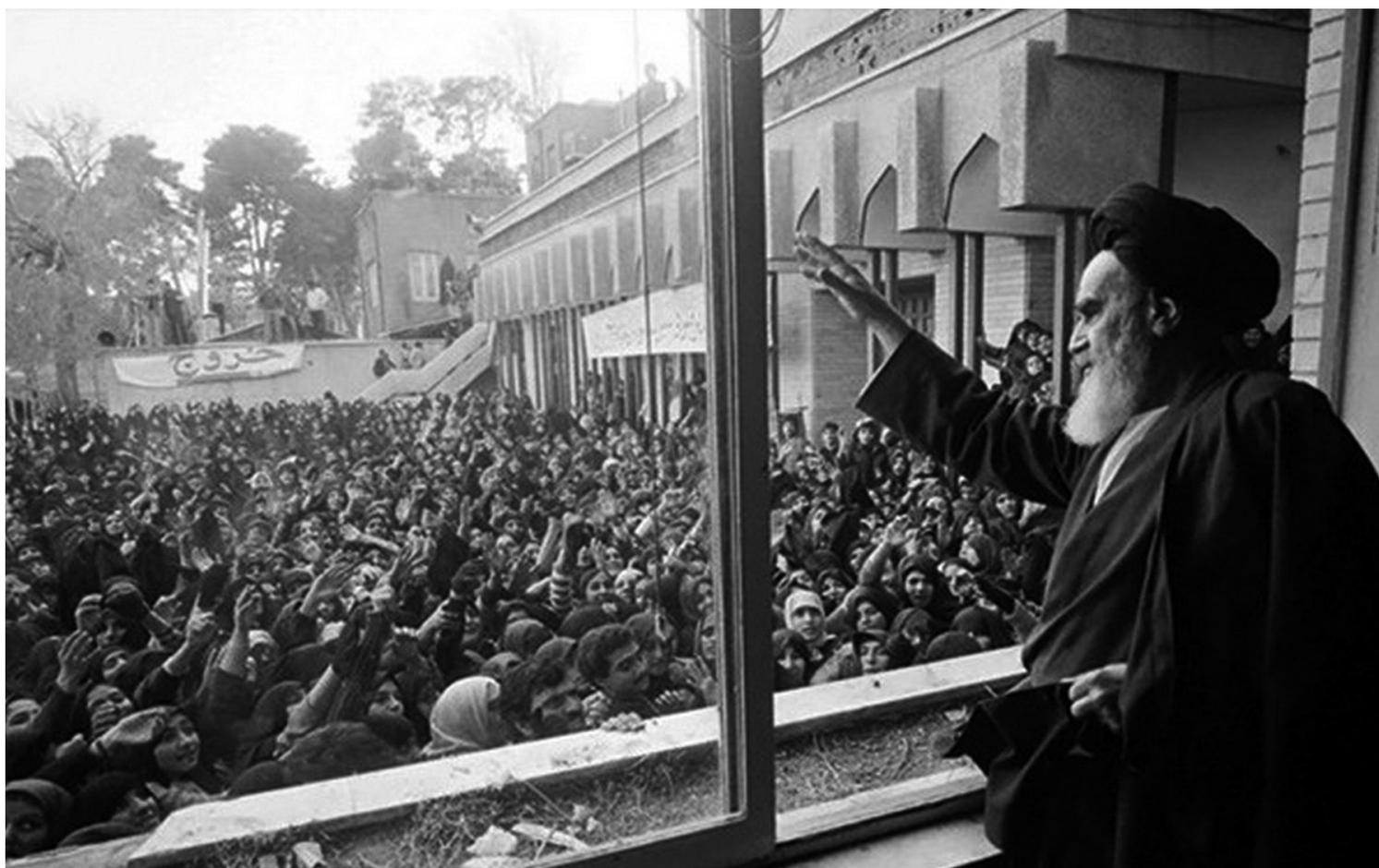
Berry David, *Le Mouvement anarchiste en France, 1917-1945*, co-édition Noir et Rouge éd., Les Éditions libertaires, 2014, 452 p.

Gordon Uri, *Anarchy alive! Les politiques antiautoritaires de la pratique à la théorie* (traduction de Vivien Garcia), Atelier de création libertaire, 2012, 248 p.

Oerter Fritz, *Violence ou non-violence?* Cerny, Wien/Leipzig, 1920 ; réédité en juin 1988 dans le n° 125 du journal *Graswurzelrevolution*. Atelier de création libertaire, janvier 2015, 32 p.

De la **nécessité** de combattre l'islam politique

Partie 1



Révolution en Iran en 1979 qui remplacera le chah par l'ayatollah Khomeiny (ci-dessus).

Nader Teyf

Groupe Henry-Poullaille
de la Fédération anarchiste

LES ATTENTATS DE PARIS dans les locaux de *Charlie Hebdo*, de Montrouge et de Vincennes ont entraîné une vague d'indignation non seulement en France, mais aussi dans beaucoup de pays du monde.

Des rassemblements spontanés se sont formés ici ou là pour se terminer par de grandes manifestations du 11 janvier 2015 partout en France, regroupant environ 4 millions de participants. Autant les rassemblements du 7 janvier, voyant jusqu'à 100 000 personnes en France dont 35 000 à Paris devaient être soutenus par leur caractère spontané, autant les manifestations du 11 janvier étaient récupérées par divers partis politiques et surtout l'État avec un cortège de chefs de gouvernements qui n'ont que faire de la liberté d'expression ou tout simplement des droits humains les plus élémentaires dans leurs propres pays.

Les événements de Paris ont déjà fait couler beaucoup d'encre, plusieurs centaines d'heures de débats y ont été consacrées aussi bien dans les médias dominants qu'alternatifs. Il y en aura certainement beaucoup d'autres prochainement. Souvent, on veut savoir si les musulmans en général et celles et ceux de France en particulier peuvent vivre avec les autres en respectant certains principes comme la laïcité, le droit au blasphème, etc., qui ont d'ailleurs été conquis par de longues luttes séculaires ou pas. Énormément de questions sont posées sur la nature de l'islam pour savoir s'il peut être réformé ou actualisé, peut-on avoir un islam des Lumières demandent les uns, qu'est-ce qui est « islamophobe » ou ne l'est pas, interpellent les autres.

Force est de constater que la question essentielle et primordiale n'est pas posée

dans ces débats et échanges, bien que celles exprimées aient bien sûr leur place.

Les attentats de Paris, de Montrouge et de Vincennes ne sont pas seulement l'œuvre de trois délinquants musulmans qui se seraient radicalisés dans les prisons françaises ou qui aurait fait des voyages pour se former militairement dans des zones de conflits comme le Yémen. L'origine de ces actes doit être recherchée plus loin dans le temps (janvier 2015) et dans l'espace (prisons françaises et pays en conflits).

L'islam politique remonte à des périodes historiques très lointaines, jusqu'à la prophétie de Mahomet. Mais, dans cet article, nous nous limiterons à une époque beaucoup plus proche, qui a vu se former des États ouvertement islamiques, lesquels n'existaient pas auparavant.

L'islam politique et la formation des États islamiques contemporains sont surtout la résultante de contradictions importantes de deux superpuissances qui se battaient pendant de longues années pour contrôler le monde et mettre la main sur les richesses des pays que chacune avait sous son joug. Il s'agissait de l'Union soviétique et des États-Unis, sans oublier le rôle de leurs « alliés ». Les réalités historiques d'une quarantaine de dernières années montrent que l'islam politique s'est mis sur le devant de la scène internationale par deux coups d'État au Pakistan et en Afghanistan et une révolution essuyant un échec en Iran.

Nous sommes au Pakistan dans les années 1970. Ali Bhutto prend le pouvoir en 1972 suite à des élections démocratiques. Un an plus tard, une nouvelle Constitution est adoptée. Bhutto lance des nationalisations et une réforme agraire. Il interdit aux militaires d'avoir des postes décisionnaires politiques. Ce ne sont pas seulement les patrons des banques et des grandes entreprises nationalisées et des militaires qui s'opposent à Bhutto, c'est aussi les religieux qui n'acceptent pas le « socialisme » de celui-ci qui donnera surtout, selon eux, trop de libertés aux femmes dans un pays musulman. Plusieurs partis se liguent contre Bhutto, mais il regagne en 1977 les deuxièmes élections du Pakistan. L'opposition conteste les résultats en déclenchant des émeutes. Finalement, le 5 juillet 1977, le général Zia Al Hagh impose la loi martiale au Pakistan. Deux ans plus tard, il interdit tous les partis et fait pendre, le 4 avril 1979, Ali Bhutto.

Le général Zia Al Hagh ne se contente pas de simples interdictions de partis politiques et de la pendaison de son prédécesseur laïc; en s'appuyant sur les mollahs pakistanais, il impose les lois islamiques à la société en instaurant entre autres, la zakât (impôt islamique) et la charriah qui permet les châtiments publics comme les coups de fouet. Il interdit aux femmes d'apparaître tête nue à la télévision. Il instaure la peine



de mort pour les blasphèmes contre Mahomet alors que jadis cela n'existait pas dans le droit pakistanais. Bref, il fonde la première république islamique de l'histoire, qui s'appelle encore de nos jours République islamique du Pakistan. Il ne s'arrêtera pas là. Quand, le 27 avril 1978, deux partis proches de l'Union soviétique instaurent une « république démocratique populaire » en Afghanistan par un autre coup d'État que les partis communistes prosoviétiques qualifiaient de « révolution », le général Zia Al Hagh prend le soin de transformer le Pakistan en base arrière de formation et d'armement de militants islamiques qui seront connus plus tard sous le nom de Taliban (étudiants en théologie islamique). Il ne sera pas seul dans cette tâche, l'argent saoudien, qatari et d'autres émirats du Golfe coulera à flot. L'invasion de l'Afghanistan par les Soviétiques, qui commence le

24 décembre 1979, renforce la politique de soutien financier et militaire des Talibans.

Est-ce que le général Zia Al Hagh aurait pu réussir son coup d'État sans le soutien des pays occidentaux et en particulier les États-Unis? Est-ce que les Talibans afghans auraient pu prendre le pouvoir en Afghanistan entre 1996 et 2001 pour saigner encore plus les populations après tant d'années de guerre? Une réponse claire est donnée en avril 2009 par Hillary Clinton, alors secrétaire d'État, s'exprimant devant le sénat américain : « Nous avons en quelque sorte une histoire d'entrée et de sortie du Pakistan. Laissez nous rappeler que ceux contre qui nous menons une guerre aujourd'hui étaient payés par nous-mêmes. Nous les avons aidés, il y a trente ans, car à cette époque nous nous battions contre l'Union soviétique. Elle avait envahi l'Afghanistan. Nous ne voulions pas qu'elle contrôle toute l'Asie centrale. Nous avons conclu à cette époque-là qu'il fallait faire quelque chose. Le président Reagan et



Révolution en Iran en 1979 qui remplacera le chah par l'ayatollah Khomeiny (dont le portrait est ici brandis).

Le Congrès à majorité démocrate se sont donné la main pour utiliser l'ISI [NDLR : les services secrets pakistanais], l'armée pakistanaise, les modjahéidin [NDLR : ici les Talibans, mais littéralement ceux qui font le djihad] et l'Arabie saoudite et son islam wahhabi pour que nous puissions faire échec à l'Union soviétique. Les Russes ont perdu des milliards de dollars et l'Union soviétique s'est effondrée. Ce n'était donc pas un mauvais investissement... »

L'islam politique apparaît donc au Pakistan et en Afghanistan pour que les Américains puissent vaincre les Soviétiques. Mais il y a un autre événement majeur qui renforce l'islam politique presque au même moment, c'est la révolution iranienne qui commence en 1978 et aboutit un an plus tard par le renversement du régime du chah (roi en iranien) et met fin à plus de deux mille cinq cents ans de royauté en Iran. Ici l'interventionnisme des États occidentaux est beaucoup plus subtile, mais leur but est identique : renforcer l'islam politique contre les Soviétiques. De larges couches de populations descendent dans les rues partout en Iran. Le chah les réprime. Plusieurs dizaines de milliers de manifestants sont morts. Le remplacement de plusieurs premiers ministres par le chah ne change rien. Les manifestations continuent par des millions de gens, surtout à Téhéran, qui compte jusqu'à 4 millions de participants à chaque fois. Les slogans sont restés longtemps pendant la

révolution les mêmes : « Mort au Chah et vive la liberté. » Les manifestations ne suffisent pas. D'importants mouvements de grèves ouvrières sont déclenchés et le jour où la grève générale illimitée des ouvriers pétroliers commence, qui met fin à la principale

L'islam politique apparaît donc au Pakistan et en Afghanistan pour que les Américains puissent vaincre les Soviétiques.

source des revenus du pays, le chah lui-même sent sa fin. Il viendra dire qu'il a entendu la voix de la révolution. Il promettra aux journalistes étrangers que les libertés politiques seront aussi larges en Iran qu'en France. Mais plus personne ne le croit. Les gens dans les quartiers et les ouvriers dans les usines commencent à s'organiser dans les shoras ou les conseils. Ces conseils ont d'abord pris la forme des comités de grève dans les usines et ateliers. Les quartiers et usines apprennent à s'autogérer et subvenir à leurs besoins dans une situation de crise. Cela ne remplit toutefois pas un grand vide, celui d'une alternative politique après le renversement du régime du chah. Car ce dernier avait interdit tous partis et groupes

politiques indépendants d'opposition, surtout après le coup d'État de 1953 fomenté par la CIA contre le gouvernement nationaliste de Mossadegh. L'opposition est très hétéroclite. Elle comprend aussi des mollahs et en particulier un ayatollah qui s'appelle Khomeiny, relégué en Irak par le chah en 1965 alors qu'il s'opposait à ses réformes agraires ou l'octroi du droit de vote aux femmes. Les mollahs surfent sur l'inexistence de groupes politiques organisés en proposant aux populations leur vaste réseau de lieux de culte, en particulier les mosquées. Les répressions sauvages de l'armée du chah s'arrêtent soudain avant même que le régime du chah soit renversé par une insurrection armée populaire qui n'a duré que deux jours, les 10 et 11 février 1979. Pourquoi les répressions militaires des manifestants s'arrêtent avant la fin définitive du régime du chah ? Que s'est-il passé ?

Le régime du chah était une véritable marionnette qui exécutait presque à la lettre les politiques occidentales et surtout américaines en Iran et dans la région. Les tortionnaires de la Savak (la police politique) du chah étaient formés par leurs collègues israéliens. Les Américains utilisaient le chah, nationaliste comme tout bon roi, contre les autres pays de la région pour la plupart Arabes. Le chah était fier d'être le gendarme de la région. Il prenait un plaisir sans fin

d'appeler l'Iran, «l'îlot de la stabilité». Mais ni les Américains ni les autres pays occidentaux qui ont eu et ont toujours des intérêts économiques énormes dans cette région du monde ne soutiendraient sans condition leur pion au détriment de ceux-ci.

Le 8 janvier 1979, un mois avant le renversement du régime du chah, les agences de presse publient une dépêche sur une conférence qui a eu lieu en Guadeloupe. Jimmy Carter, président américain, James Callaghan, Premier ministre anglais, Helmut Schmidt, chancelier allemand, et Valéry Giscard d'Estaing, président français, étaient les convives de cette conférence. Ils devaient discuter des événements d'Iran, du Cambodge, d'Afrique du Sud, d'Afghanistan, de Turquie et de l'influence de l'Union soviétique dans le Golfe persique.

Jimmy Carter dira plus tard : «Je me suis aperçu que les trois autres dirigeants ne soutiennent plus le chah... ils disaient que le chah devrait partir le plus tôt possible.» Giscard d'Estaing dira aussi : «James Callaghan a fait une analyse réaliste de la situation en disant que le chah est fini.»

Deux jours avant la conférence de Guadeloupe, les Américains envoient un général, Robert Huyser. Il restera un mois en Iran mais ne rencontrera qu'une fois le chah. Le reste du temps, ils s'entretiendront avec les généraux de l'armée du chah pour les informer que, désormais, ils ne devaient plus réprimer les manifestants, sinon ils ne recevraient plus aucune pièce ni de munitions, sachant que toute l'armée du chah était formée et équipée par les Américains.

Pour sa part, Valéry Giscard d'Estaing avait envoyé Michel Poniatowski en Iran pour avoir une idée plus précise de la situation. Il a aussi un rapport que Sadegh Ghotbzadeh avait envoyé à l'Élysée. Ghotbzadeh était un proche collaborateur de Khomeiny. Ce dernier était bien d'accord pour que l'Élysée reçoive le rapport. Ce rapport est envoyé une semaine avant la conférence de Guadeloupe et répond à une question de l'Élysée : en cas de victoire, quelles politiques choisira l'ayatollah Khomeiny ? Un haut fonctionnaire du ministère des Affaires étrangères français dira que Giscard d'Estaing était tellement content du rapport de Ghotbzadeh qu'il proposera à Carter de discuter immédiatement avec l'ayatollah Khomeiny.

Et le chah écrit lui-même dans ses mémoires : «Plusieurs semaines avant la conférence de Guadeloupe, l'on m'a mis la pression pour partir d'Iran... Je crois que la France et l'Allemagne ont accepté la proposition des États-Unis et de l'Angleterre pour que je sois expulsé d'Iran. La conférence de Guadeloupe était le "Yalta du Moyen-Orient" sans l'Union soviétique...» Pour une fois, le chah avait raison. Les principales puissances occidentales ont accéléré le processus de son départ en aidant les religieux islamiques prendre le pouvoir, car elles craignaient la

radicalisation de la révolution et surtout la période postrévolutionnaire. Personne d'autre ne pouvait mieux étouffer la réalisation des revendications révolutionnaires que le clergé iranien ayant pris de fait le leadership du mouvement.

Ainsi la deuxième république islamique a été créée, et c'est elle qui existe aussi de nos jours : la République islamique d'Iran.

La guerre que déclenche Saddam Hussein en septembre 1980 devient une occasion en or pour les mollahs pour stabiliser leur régime et d'étouffer toutes les revendications populaires post-révolutionnaires.

Mais cette seconde république islamique ne sera pas comme la première, qui restera dans les limites que ses pourvoyeurs avaient tracées. Non seulement elle commencera à réprimer toute opposition sérieuse à son instauration, mais en plus elle décidera d'«exporter la révolution islamique» partout, selon les dires explicites de Khomeiny, pour former l'«oumma» islamique que l'on peut vaguement traduire par communauté des musulmans. Les mollahs iraniens iront encore plus loin et diront que l'Iran est «l'oumm al ghora» de tous les pays musulmans, c'est-à-dire la mère de tous les pays musulmans ! Khomeiny décréta aussi que l'État d'Israël doit disparaître et cela non pas à cause du problème palestinien, mais surtout parce que, pour lui, Israël, un État confessionnel comme le sien, occupe la seconde Mecque des musulmans, qui est Jérusalem et sa fameuse mosquée. Toutes ces prétentions ne plaisent guère aux autres pays islamisés comme l'Arabie saoudite. Car l'Iran des mollahs est à forte majorité chiite, alors que les autres sont sunnites. Et pour le wahhabisme saoudien les chiites sont encore plus mécréants que tous les autres mécréants qui pourraient être les juifs ou les chrétiens.

La République islamique de Khomeiny, qui s'appuyait à ces débuts sur un soutien populaire assez fort, bien que par défaut, trace sa voie et va de l'avant. La guerre que déclenche Saddam Hussein en septembre 1980, pour durer pendant huit longues années, devient une occasion en or pour les mollahs pour stabiliser leur régime et d'étouffer sans peine toutes les revendications populaires postrévolutionnaires. Les prétentions des mollahs iraniens à former la «communauté des musulmans» en exportant la révolution islamique sont un véritable fer de lance pour réveiller toutes les forces réactionnaires de la région qui commencent à considérer l'islam comme un moyen qui pourrait changer les choses en

leur faveur. Elles n'auront pas beaucoup de mal à recruter des masses considérables de militants qui ont été privées justement pendant des dizaines d'années d'instructions et d'éducation à cause des régimes politiques pourris jusqu'à la moelle. Des gens à qui les moyens d'acquérir une conscience politique moderne ont été refusés par des dictateurs comme les généraux pakistanais, les rois saoudiens, les émirs du Golfe et même des présidents de républiques comme Saddam Hussein en Irak, Assad en Syrie, Moubarak en Égypte, Ben Ali en Tunisie et Kadhafi en Libye. La raison politique pour laquelle les populations restent assez inertes quand les puissances «modernes» renversent leurs gouvernements pour certains de ces pays comme l'Afghanistan, l'Irak et la Libye à coup de bombes les plus sophistiqués ou remplacent leurs dictateurs pour d'autres comme en Égypte est aussi à rechercher dans cette vérité de non-formation de conscience politique et de se fier aux forces les plus obscurantistes. L'on parle beaucoup de ces soi-disant jeunes musulmans qui rejoignent les groupes sanguinaires depuis les pays européens, mais l'armée de l'État islamique compte plusieurs dizaines de milliers d'autres qui y ont adhéré sur place.

Lorsque les États-Unis ont attaqué l'Irak en 2003, le seul État qui a profité le plus de la situation ne fut que la République islamique d'Iran. Elle a réussi à placer ses pions chiïtes au sein du «nouveau» gouvernement irakien qui, à son tour, a commencé à réprimer les populations sunnites. Car, pour ce gouvernement, comme en Iran, les chiïtes sont majoritaires et doivent décider de tout. L'Iran des mollahs a pu ainsi renforcer ses ambitions expansionnistes en Irak grâce à l'attaque et l'envahissement de ce pays par les États-Unis. Cela paraît paradoxal, mais c'est la réalité. **N. T.**

À suivre...

Femmes libres en chansons



Femmes libres

sur Radio libertaire

L'ÉMISSION FEMMES LIBRES sur Radio libertaire en coproduction avec Cristine Hudin (edito-hudin) organise cette année, en lien avec la Journée internationale de luttes des femmes, une soirée au Vingtième Théâtre: Femmes libres en chansons.

Née en mai 1986, date anniversaire de la révolution espagnole, à l'initiative de Nelly Trumel, l'émission a pour titre Femmes libres, titre choisi pour rendre hommage aux Mujeres Libres (Femmes libres). Cette organisation fut créée en avril 1936 et regroupa plus de 20 000 femmes anarchistes espagnoles. Elle avait pour but de «libérer les femmes du triple esclavage dont elles étaient victimes: esclaves de leur ignorance, esclaves en tant que productrices et esclaves en tant que femmes». L'émission est un espace de réflexion et d'échange sur l'oppression spécifique des femmes dans une société patriarcale et capitaliste basée sur l'autoritarisme masculin, ainsi que sur des stratégies de dénonciation, de lutte et de reconstruction mises en œuvre par les femmes et les mouvements féministes, à la lumière de l'analyse des rapports sociaux de sexe.

Trois axes se dégagent dans l'émission. Un premier, militant, rend compte du travail sur le terrain: luttes pour le droit à l'avortement et à la contraception, luttes contre toutes les violences (violences conjugales, incestes, viols, harcèlement sexuel, système prostitutionnel, exploitation économique, etc.), luttes contre les discriminations, solidarité avec les femmes du monde entier, d'ici ou d'ailleurs, pacifisme, anticléricalisme, antiracisme, etc.

Le deuxième, plus intellectuel, rend compte des analyses théoriques, des études féministes faites par des chercheuses (historiennes, sociologues, philosophes, scientifiques, etc.).

Le troisième volet, culturel, aborde la création: littérature, cinéma, arts plastiques, théâtre, musique... et les manifestations qui mettent en valeur les créations féminines ou féministes (Festival de films de femmes, Cineffable, Elles résistent, Artemisia, etc.).

«Si l'égalité entre les sexes était reconnue, ce serait une fameuse brèche dans la bêtise humaine», cette phrase de Louise Michel pourrait servir de devise à l'émission.

Pour écouter les émissions ou les télécharger sur Internet: tous les mercredis de 18 h 30 à 20 h 30, en Île-de-France 89,4 MHz et partout dans le monde <http://media.radio-libertaire.org>. Les émissions sont disponibles pendant un mois.

Pour nous contacter, téléphoner pendant l'émission au 01 43 71 89 40, envoyer un courriel à femmeslibres@outlook.fr ou écrire à Émission Femmes libres, 145, rue Amelot, 75011, Paris.

«Femmes libres en chansons»

La soirée Femmes libres en chansons est conçue comme un concert, mais aussi comme une émission de radio et sera diffusée en direct sur Radio libertaire, avec pour thèmes les amours, les violences, mais aussi les luttes des femmes. Amours joyeuses ou douloureuses, viol, prostitution, avortement, domination et, bien sûr,

combats féministes se déclineront en chansons et musique avec les Chanteurs livreurs, Claire de Lune, Francesca Solleville, Mamia Cherif, Nelly Pouget, Véronique Pestel, les Voix rebelles et des surprises... Nous vous les présentons ci-dessous.

Les Chanteurs livreurs

Les Chanteurs livreurs, ce sont cinq hommes qui font de la musique ensemble depuis plus de vingt ans: Pierre aux guitares et à la voix, Pascal à la batterie, Claude aux guitares, au banjo et à la voix, Elie à la guitare basse et Jean le chanteur, auteur de la plupart des chansons. Leur maxime: «C'est parce que la lumière va plus vite que le son qu'un chef a l'air brillant avant d'avoir l'air con.» Leur principe: «Ni gauche caviar ni œuf de l'UMP.» Leur situation: «Pas Sarko, mais Vanzetti.» Et 4^e CD à leur actif: *Les Chanteurs livreurs en CDD*; *Le monde est rond*; *Monsieur Gillou*; *Bras dessus, bras dessous*. Nous les rencontrons dans des concerts dans des cafés ou de petites salles, comme à Boutigny ou à Sevrans pour la fête de l'association Mots et musiques, des concerts de solidarité, pour Radio libertaire ou la CNT...

Claire de Lune

Fruit de la colonisation des terres tanniques de Bourgogne, Claire de Lune puise son inspiration dans ses origines multiples, condensé de ses vies antérieures avec un fort et mystérieux ascendant méditerranéen. Elle doute. Elle chante. Elle chante ses doutes, essaie de compiler nature, ville et sa nature: challenge! En

claire-obscur, dans un éblouissant noir d'encre, tragique, cosmique, comique, là où se marient humeurs et humour. Et oui, la tête dans la Lune, les yeux dans les étoiles, un tannet perchée mais les pieds bien sur terre, voire en dessous, là où ça sent pas bon parfois, où ça se décompose pour mieux se recomposer. Un CD : *Homme qui...*

Francesca Solleville

Chanteuse française, Francesca Solleville est la petite-fille du fondateur de la Ligue italienne des droits de l'homme. Généreuse et rebelle, avec son regard lucide posé sur le quotidien qui l'entoure, Francesca sait émouvoir son public fidèle et attentif qui reconnaît en elle la voix d'une femme, d'une artiste sincère qui lutte en chansons, depuis le début des années 1960 pour défendre des idées humanistes et fraternelles. Une des plus grandes interprètes populaires de notre pays. Extraits de sa discographie : dans son premier disque en 1959, Francesca chante des textes de Louis Aragon et Pierre Mac Orlan, mis en musique par Philippe Gérard.

Elle interprète des chansons engagées contre le nazisme, le franquisme, la guerre du Viêt-Nam, et soutient la cause ouvrière : *La guerre, la gloire, le paradis* en 1968, *Demande aux femmes*, et *Aujourd'hui les femmes* en 1975, *La révolte des canuts* en 1981 ; en 1971, elle enregistre *La Commune en chantant* ; en 1975, *Chants d'exil et de lutte* sur des textes de Pablo Neruda ; en 1988, *Musique, citoyennes!* pour le bicentenaire de la révolution française. Allain Leprest écrit les paroles de son album *Al Dente* de 1994. En 2004, elle publie son autobiographie, *A piena voce*, écrite avec la collaboration de Marc Legras. En 2013, pour le CD *Camarade*, Francesca chante le répertoire de Jean Ferrat.

Mamia Cherif

Du *Petit Journal Montparnasse* au *Sunside*, du *Cabaret sauvage* à l'Institut du Monde Arabe, des *Festivals Couleurs Jazz* de St Malo au *Dimajazz* de Constantine..., Mamia Cherif marie deux cultures pour inventer un troisième genre qui puise aux sources de l'Orient de quoi enchanter les musiques du Monde et le jazz. Mamia a chanté avec Bruno Angellini, Olivier Ker Ourio, Olivier Cahours, Thierry Colson, Emil Spaniy, Olivier Robin, Jean Bardy, Sunny Murray, Amar Chaoui, Mathias Berchadsky, Pierrejean Gaucher, Eve-Marie Bodet, Matteo Bortone, Ibrahim Maalouf, avec qui elle a enregistré *Double vie* et *Jazzarab...*

Néanmoins, elle n'en reste pas là avec Aganiok, lectures-concerts de textes en français et de chansons en russe. Reste à paraître *Alma*, un monde musical féérique, intemporel où se côtoient musiques arabo-andalouses et séfarades et *Mille et une nuits* pour Sheherazade, spectacle musical de lectures théâtralisées. Aujourd'hui elle se produit avec *Voyage autour de la Méditerranée*, un spectacle auquel participent Karim Ziad à la batterie, Fabricio Nicolas à la basse, Christian Toucas à

l'accordéon et Damien Argentieri au piano (direction musicale et arrangements).

Nelly Pouget

Nelly Pouget est saxophoniste et compositrice. Née en Bourgogne, elle étudie le saxophone avec Jean-Marie Londeix au conservatoire de Dijon. Préoccupée par une urgence de libération dans la création et dans l'expression, elle réalise des performances sur le mouvement, la voix, l'espace et fabrique des instruments de musique. Elle dirige des ateliers pour enfants. Compositrice, ses créations sont motivées par l'actualité et nourries par ses quêtes spirituelles. Ses voyages, en Afrique, dans différents pays d'Europe, ainsi qu'aux États-Unis alimentent ses recherches.

Elle commence à diriger des orchestres en 1982. Parmi ses enregistrements : 1991, premier CD *Le Dire*, avec Sunny Murray en quartet ; 1993, *Le Vivre*, avec le septet qu'elle dirige : Horace Tapscott, Andrew Cyrille, Michel Godard, Gérard Siracusa, Kent Carter, Jean-François Jenny-Clark. En 1996, premier vidéomusique avec Noah Rosen, James Lewis, et Makoto Sato en quartet live, au Procréart Paris ; 1997, *Le Voir* avec la pianiste Marilyn Crispell ; 1999, premier CD solo *Fraîcheur Cuivrée*. Depuis 2000 : concerts solo, spectacles musicaux pour enfants, les premiers Cinés Jazz, Cinés Concert. En 2001, elle enregistre et compose pour *Radio France*, dans le cadre des Allabrèves une œuvre originale (France 2 en direct). 2002, 5^e CD *Le Waw* en duo avec des grandes orgues. Puis elle se produit dans divers concerts en Allemagne à Mayence, à Paris à St Vincent de Paul. Elle organise des soirées ciné-concerts, cinéma-contes-musicaux, ateliers de fabrication d'instruments de musique, concert solo, duos avec danse buto. En 2010, elle crée un spectacle pour bébés *Bouquet de Sons*, des musiques courts métrages, et participe à un orchestre de Gamelan à Java Indonésie. En 2012, création d'un nouveau cinéma contes musicaux à partir de trois ans, et poursuite de l'étude du Gamelan à Java, rencontre avec le guide conteur mauritanien Yahya Rajel. En 2014, elle enregistre *Spirale Danse*, et un film documentaire intitulé *Spirale Danse* retrace sa vie (à paraître en 2015).

Véronique Pestel

Véronique Pestel est auteure, compositrice, interprète. Dans les années quatre-vingt, elle se produit sur de petites scènes à Lyon, puis elle assure ses premiers passages sur la scène de *France Culture* au Printemps de Bourges. S'ensuit une tournée sur les petites scènes régionales, puis l'enregistrement public du premier disque auto-produit, *La Parole de l'autre*. Dans les Années 1990, Jean-Claude Barena devient le producteur de Véronique Pestel qui chante partout en France et souvent en Europe. Deux disques se suivent : *Laisser-courre* en 1995 (Prix Charles-Cros) et *L'appauvrissement* en 1997. Puis viennent les années 2000, début de sa collaboration avec le com-

positeur et pianiste Michel Précastelli, avec lequel elle réalise les albums *Babels* en 2001, puis *Canis Bulle* en 2005, *La vie va, Rag'* en 2009. Elle reçoit le Prix Jacques Douai. Elle s'embarque dans de nombreux spectacles en France, en Ecosse, en Irlande, au Japon, en Haïti et en Amérique latine. En 2011-2012, elle crée un nouveau spectacle avec Michel Précastelli, *Saisons*. Puis tournée du *Caf' Conf' Aragon*, en France, en Allemagne, en Autriche et à Cuba, avec enregistrement en studio de ce spectacle en octobre 2012, et elle reçoit le prix Charles-Cros en 2013. En décembre 2012, création de *Paroles de sages, femmes de parole*, en Suisse et actuellement en tournée.

Les Voix rebelles

Quant à celles qui vont nous accompagner au long de cette soirée et qui vont nous faire chanter, *Les Voix rebelles*, c'est une chorale féministe, présente dans de nombreux événements militants. Cette chorale fut créée en 2000 à l'occasion de la première Marche mondiale des femmes. « Vous ne savez que crier, faites-en des slogans ! Vous ne savez comment le dire, faites-en des chansons. » Elle représente plusieurs décennies de militantisme et de luttes féministes pour lesquelles *Les Voix rebelles* continuent à donner de la voix par des paroles féministes sur des airs connus, accompagnées à l'accordéon. Ces choristes se retrouvent lors de répétitions et d'échanges une fois par mois, à la Maison des femmes de Montreuil. Elles ont déjà fêté la Fête de la musique avec *Femmes libres* en direct dans les studios Campus et nous pouvons compter à leur répertoire : *L'hymne des femmes*, *Adresse à Louise Michel*, *Nathalie Le Mel*, *La grève des mères*, *Cause toujours tu m'intéresses*, *Libération des femmes*, *Moi j'en ai marre*, *La Bastille des féministes*, *Patriarcat*.

« À la Bastille, on aime bien les féministes
Chantantes, militantes et pas chiantes
On aime bien, qui ça ?
Les Voix rebelles,
Où ça ?
À la Bastille ! »

OYEZ, OYEZ

L'émission *Femmes libres* vous attend nombreuses et nombreux le **lundi 9 mars** cette soirée *Femme libre* en chanson !

Lundi 9 mars 2015, à 20 heures au **Vingtième Théâtre, 7, rue des Plâtrières, 75 020, Paris. Métro Ménilmontant ou Gambetta**

Tarifs: 21 euros – 16 euros (chômeurs, Amis du Vingtième Théâtre, groupes de 10 et +) Réservation au 01 48 65 97 90 ou au 06 12 25 52 85 (groupes).

Contact: Cristine Hudin, 06 12 25 52 85, edito.hudin@wanadoo.fr.

RADIO LIBERTAIRE

Samedi 14 février

17:00 > 19:00 **Bulles noires.** Le nouveau polar écrit par le chirurgien Philippe Kleinmann et l'avocate Sigolène Vinson.

Dimanche 15 février

15:30 > 17:00 **Des mots, une voix.** L'émission recevra l'écrivain Zéno Bianu pour son livre: *Visions de Bob Dylan* sorti au Castrol Astral et l'écrivain Cyrille Latour pour son livre: *La seconde vie de Clément Garcin* sorti aux éditions l'Amourier.

Lundi 16 février

16:00 > 18:00 **Trous Noirs.** Terre et Liberté Comment les cosmogonies des peuples originels ont été absorbées par la classe sacerdotale et les Églises pour renforcer les États, avec Jean Monod, ethnologue et René Berthier.

Mardi 17 février

19:30 > 20:30 **Parole d'associations.** Association Jacques-Baratier, cinéaste français atypique qui peint ses films comme des tableaux et les écrit comme des poèmes. Avec Diane Baratier (sa fille).

Mercredi 18 février

20:30 > **Ras les murs.** L'émission Ras Les Murs combat pour l'abolition de la prison. De plus, elle soutient les prisonniers en lutte qui s'organisent contre l'enfermement et pour l'amélioration des conditions de détention.

Vous aimez lire et réfléchir ? « Caliban et la sorcière » est un livre pour vous !

SON AUTEUR, Sylvia Federici est une universitaire américaine et une militante féministe radicale. Son ouvrage *Caliban and the Witch*, paru en 2004, a été publié en français aux Éditions Autrement et Senonevero en 2014.

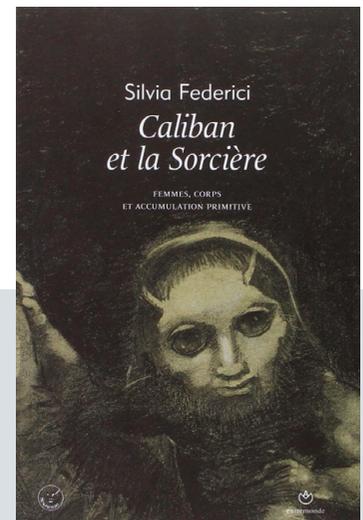
Les analyses de Sylvia Federici portent sur la construction du capitalisme, donc de l'appropriation des richesses par une petite partie de la population, dans une perspective féministe. Elles montrent que cette appropriation s'exerce en même temps sur les biens communs (comme les terres communales), sur les savoirs (et notamment les savoirs féminins quant à la contraception et à la médecine) et sur les corps. Le phénomène d'accumulation primitive ne repose pas seulement sur l'exploitation de la force de travail du prolétariat – tel que décrit par Marx – mais également sur l'appropriation des terres paysannes, l'asservissement des Amérindiens et des Africains dans les mines et les plantations du « nouveau monde », la transformation des corps en « machine-outil » et l'imposition aux femmes du seul rôle de production de la force de travail (faire des enfants, les élever pour en faire des travailleurs et œuvrer à la reproduction de la force de travail des travailleurs).

Une des grandes forces de ce système est d'avoir accumulé les divisions et les hiérarchies dans la classe ouvrière en les faisant passer pour naturelles. Un autre point fort et commun à tous les territoires et toutes les périodes est la diabolisation de celles et ceux qui se révoltent : chasse aux sorcières, esclaves

et ouvriers décrits comme des sauvages... Un livre très utile pour comprendre comment le capitalisme et le patriarcat s'imbriquent pour nous dominer et nous exploiter et à quel point les luttes anticapitalistes et les luttes féministes sont à mener de front.

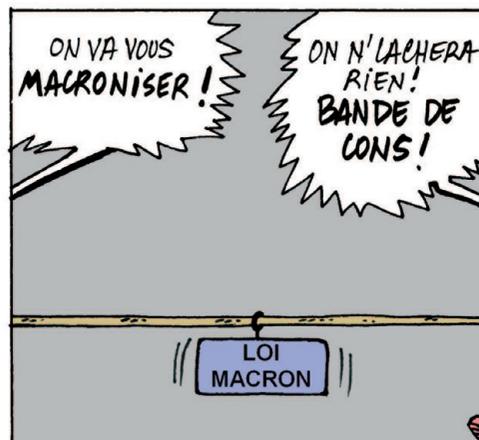
Elisabeth Claude

Émission Femmes libres
Groupe Pierre-Besnard de la FA



Sylvia Federici, *Caliban et la sorcière*, éditions Autrement et Senonevero, 2014, 464 pages, 24 euros.

PAVÉ D'ANAR AVEC SADIA ET MAZOGH KROKAGA



AGENDA

Vendredi 13 février

Paris XX^e

19 heures. Présentation de l'action militante de la DAF (Action anarchiste révolutionnaire de Turquie) 20h30. Concert en solidarité avec le Rojava avec Dernière Mesure (Rap) – Entrée prix libre. CNT, 33 rue des Vignoles (Métro Avron ou Buzenval).

Samedi 14 février

Paris XI^e

16h30. Rencontre et débat avec Luigi Elongui autour de son ouvrage *Les habits neufs de l'empire. Guerre et désinformation au Congo* (Editions Aviso). Librairie du *Monde libertaire*, 145, rue Amelot. Entrée libre.

Saint-Denis (93)

19h30. Débat sur la situation à Kobané et la révolution au Rojava avec la DAF (Action anarchiste révolutionnaire de Turquie), au centre social l'Attiéké, 31 bd Marcel Sembat, Saint-Denis (métro Porte de Paris ou Gare de Saint Denis).

Mercredi 18 février

Paris XI^e

20 heures. Le ciné de la Commune vous propose la projection de *Sous le signe libertaire*, la deuxième partie du documentaire de Richard Prost *Un autre futur*. Organisé par le groupe Commune de Paris avec la participation de Daniel Pinos, membre du groupe Salvador-Segui de la FA et de l'association du 24 août 1944. Librairie du *Monde libertaire*, 145, rue Amelot. Entrée libre.

Jeudi 19 février

Merlieux (02)

18h30 à 21 heures. Rencontre-débat à la Bibliothèque sociale avec l'écrivain Léo Lapointe autour de son dernier polar *Le Planqué*

des huttes (Pôle Nord, 2014) dont l'action se situe en Picardie, avant et pendant la guerre 14-18, avec en toile de fond les luttes ouvrières d'Amiens, l'ancêtre d'Arsène Lupin et l'arrivée des chinois sur les côtes picardes. Table de presse. Apéro dînatoire. Entrée libre et gratuite. Plus d'infos sur: <http://kropotkine.cybertaria.org>. Athénée libertaire. 8, rue de Fouquerolles.

Jeudi 19 mars

Merlieux (02)

18h30 à 21 heures. Rencontre-débat à la Bibliothèque sociale avec l'écrivain Guy Marival autour de son ouvrage *La Chanson de Craonne* (Corsaire éditions, 2014). Cette chanson est la plus connue des chansons nées de la guerre. Mais que sait-on exactement de sa genèse et de son histoire? L'invité a mené l'enquête. Table de presse. Apéro dînatoire. Entrée libre et gratuite. Plus d'infos sur: kropotkine.cybertaria.org. Athénée libertaire. 8, rue de Fouquerolles.

Samedi 21 février

Paris XI^e

16 heures. Dans le cadre de la semaine anti-coloniale: rencontre et débat avec le Collectif Angle mort pour son livre *Permis de tuer. Chronique de l'impunité policière* (Editions Syllepse). Avec la participation de l'émission *Sortir du colonialisme* de Radio libertaire. Librairie du *Monde libertaire*, 145, rue Amelot. Entrée libre.

Lundi 9 mars

Paris XX^e

20 heures. L'émission *Femmes libres* vous attend nombreuses et nombreux le lundi 9 mars la soirée *Femme libre* en chanson! Tarifs: 21 euros – 16 euros (chômeurs, Amis du Vingtième Théâtre, groupes de 10 et +) Réservation au 01 48 65 97 90 ou au 06 12 25 52 85 (groupes). Contact: Cristine Hudin, 06 12 25 52 85, edito. hudin@wanadoo.fr. Vingtième Théâtre, 7, rue des Plâtrières. (Métro Ménilmontant ou Gambetta).

Samedi 14 mars

Rouen (76)

15 heures. Rencontre avec Justhom autour de son nouveau livre: *Madeleine Vernet (1878-1949)* Houlmoise, pacifiste, éducatrice libertaire et féministe. Librairie *L'Insoumise* 128 rue Saint-Hilaire. Entrée libre.



**REPAS SOLIDAIRE POUR LES PRISONNIER-E-S
ADHÉRENTS À LA SEXTA ZAPATISTE,
LES ANARCHISTES INCARCÉRÉ-E-S À MEXICO
ET LES ÉTUDIANT-E-S ARRÊTÉ-E-S SUITE AUX
DERNIÈRES MANIFESTATIONS POUR AYOTZINAPA
MEXIQUE**



**Samedi 28 février de 19h à 23h
À la cafétéria du Centre International de Culture
Populaire (CICP)
21ter rue Voltaire, Paris 11e
(Métro : Rue des Boulets [L9] – RER : Nation)**

**ACCORDÉON - GUITARE
LECTURE DES LETTRES
DES PRISONNIER-E-S**

PRIX LIBRE

**Au menu :
Empanadas
végétariennes,
guacamole,
salade grecque
et tiramisu**